L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année
- N° 193 -
Vendredi
25 juin 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Où va la patrie des droits de l'homme ?

Votre courrier

CHANGER

Beaucoup de ceux qui se sont éloignés du PS l'ont fait parce qu'ils en avaient assez de crier dans un désert. Le parti étant devenu pour eux une machine à fabriquer des élus et, dans la course aux meilleures places, la loi darwinienne de la survie des plus aptes, c'est-à-dire la loi de la jungle, était la pratique acceptée par tous.

Personne n'a songé que, hormis ceux qui aspiraient à un mandat, il pouvait y avoir des hommes de gauche tournés vers la réflexion, qui souhaitaient faire entendre leur voix, se voir confier des responsabilités. Les plus habiles à se placer n'étant pas nécessairement les plus capables à contribuer à la bonne marche du Parti.

Je suis revenu au Parti pour participer à la réflexion collective avant les assises nationales. Je n'y ai trouvé que les mêmes vieilles habitudes : la tribune des chefs, la prise de parole abusive pour conserver -le pense-t-on- l'initiative et, en somme, les vieux démons qui ont tué la voie militante.

Quand comprendra-t-on que le changement que l'on attend est profond ? Qu'il ne suffit pas de s'agiter en se croyant toujours meilleur, en prenant les autres pour des pions sur l'échiquier. La notion de hiérarchie, lorsqu'elle n'est guère justifiée, est certainement une des choses qui nous ont fait le plus de mal. Une autre étant l'aveuglement devant la valeur des gens que l'on a autour de soi et qu'on ignore.

JEAN LECLERC
Marseille (13).

REFLECHIR

Le Parti socialiste est détaché de son électorat par manque de démocratie dans son fonctionnement. Il faut concevoir une méthode de recheche permanente de l'opinion des militants de base (et non des ténors des différents courants) à propos des grandes questions qui se posent à notre société.

• Je propose que la direction nationale donne tous les trimestres un sujet de réflexion (à partir d'un dossier publié dans "Vendredi", par exemple). Chaque section a trois mois pour débattre, émettre des avis et proposer des solutions. A la fin du trimestre, chaque section remet à sa fédération un dossier synthétique de ses propositions. Chaque fédération refait une synthèse des travaux de section et la transmet à la direction nationale. La direction nationale constitue des motions représentatives des principaux points de vue ressortant des documents transmis par les fédérations, puis les publie dans "Vendredi". Dans chaque section, les militants votent à bulletin secret sur les motions et "Vendredi" publie le résultat.

Cette méthode implique un lourd travail pour les fédérations et le bureau national mais, en plus de la démocratie tant recherchée, elle apporte les avantages suivants.

• Les dirigeants du Parti connaissent en permanence les tendances des militants. Un gouvernement composé d'élus socialistes aura moins besoin de constituer des "commissions d'experts" qui remplacent la démocratie par la technocratie. De réels débats dans les sections remotiveront les militants qui ne doivent pas se contenter de cotiser et distribuer des tracts ou coller des affiches. Ces débats permettront aux militants d'élever leur niveau de connaissance, de mieux cerner la complexité des difficultés et de faire remonter au niveau national des solutions proposées par le peuple. Fort de ces débats constructifs, les militants seront mieux armés pour dialoguer avec les sympathisants tout en s'enrichissant des arguments et des solutions de ces derniers.

BERNARD LE BRET
Saint-Jacques-de-la-Lande (35).

REFONDER

Je n'étais pas rocardien du temps du rocardisme, et je ne vais pas le devenir alors qu'il a perdu des raisons d'être en même temps que ses illusions consensuelles, mais quand je vois, à la télé, Fabius, Lang et Poperen rendre visite au MRG, je me dis : "Attention, ça sent la combinazione."

Il me semble que si ces camarades ont des choses à dire et surtout à écouter, c'est d'abord dans le PS, dans les Etats généraux.

Ils pourraient s'entendre dire par les militants que c'est en fonction du projet que se feront les alliances et avec la volonté de la base, et non par des accords d'appareil, que le congrès de Rennes c'est fini, et qu'ils sont en train de nettoyer les écuries.

La refondation de la gauche, de toute la gauche, prendra du temps, mais le projet mérite qu'on s'y attelle tous ensemble, sans arrière-pensée, et le plus tôt sera le mieux, ce qui n'exclut pas de penser aux présidentielles. C'est peut-être même la seule façon de les gagner.

MAURICE VIOLS
Palavas-les-Flots (34).

POUR L'EMPORTER

Je suis très content de pouvoir, par l'intermédiaire de "Vendredi", exprimer ce que je ressens. Militant socialiste et syndicaliste CFDT, ouvrier, je ne me reconnais plus, comme beaucoup de miens, dans nos dirigeants.

Ont-ils, un jour, pris un peu de leur temps pour aller sur le terrain, le vrai, pour se rendre compte de cette violente réalité ? Je ne le crois pas. Seuls leur carrière et le pouvoir comptent pour eux, aveugles qu'ils sont à ce qui se passe en-dessous.

Le congrès de Rennes ne semble pas les avoir marqués par le ridicule.

Jamais, depuis, ils n'ont entendu nos appels désespérés pour tous les exclus et démunis. Pour faire voir à la droite qu'ils étaient bons gestionnaires (c'est bien, dans un sens), ils n'ont pas hésité à faire les plus gros cadeaux au patronat, comme le fait en ce moment Balladur. A force de vouloir être trop démocrate, on oublie souvent les siens. Contrairement à nos chefs du Parti, il y a longtemps que nous avions pris en compte toutes les revendications des mouvements associatifs et que nous savions que, s'il n'y avait pas un petit quelque chose de fait, nous perdrions les élections. Nous n'avons pas été écoutés.

Et pourtant, il suffisait de faire voter un loi interdisant les licenciements à toutes les entreprises qui faisaient de superprofits, plus que sous la droite. Le peuple de gauche en aurait tenu compte aux élections. Cela était possible avec la majorité de gauche, cela restera intolérable pour la base.

Je reste socialiste et convaincu que l'on peut changer la société mais, de grâce, prenez en considération un peu de nos réflexions et de notre vécu.

Et c'est comme cela que nos idées l'emporteront. Qu'importe pour nous celui qui nous représente s'il est compétent et applique nos valeurs. Mais cela sera très dur et demandera plusieurs années car, dans notre monde d'employés et ouvriers (excusez le mot), "nous en avons pris un bon coup sur la gueule."

J'espère que, pour une fois que j'ai le courage de m'exprimer, mon article paraîtra dans "Vendredi". Excusez les fautes d'orthographe et la forme. Je ne suis qu'un ouvrier, petit maillon important de la chaîne socialiste. Socialiste déçu, mais pas découragé.

F. BOURDAIS
Pont-Audemer (27).

ETOUFFER

Les ministres Jacques Toubon et François Bayrou demandent aux artistes de "s'engager, d'initier les enfants des écoles aux pratiques d'art, de développer des actions et des lieux de proximité dans les quartiers... On dit aussi aménagement du territoire..." Soit !

Cette volonté rencontre exactement le travail que ma compagnie mène à Mâcon et dans la région depuis plusieurs années, et je ne demande qu'à croire Jacques Toubon.

Mais voilà, concrètement, cela se traduit par des situations des plus absurdes. Un projet d'action éducative (PAE) réalisait un souhait de l'Académie de faire revivre les grands poètes français. Il a été mené à bien, réussi, au collège Bréart de Mâcon, entre janvier et avril 1993. Mais l'artiste professionnel n'a toujours pas été payé.

Les services de la DRAC (direction des Affaires culturelles) laissent entendre "juillet/août"... autant dire septembre, car rien n'est jamais dit ni écrit clairement, les modalités de règlement changeant sans la moindre information aux intéressés.

Attendre neuf mois pour toucher 6.000 malheureux francs (la TVA à 2,1% est pour l'association, ainsi que les charges, 58%). L'artiste touchera, au bout du compte 2.467 F pour 84 heures au moins.

Est-ce de l'incompétence ? du cynisme ? l'ignorance des réalités ? Cela ne peut pas être une volonté politique, ou alors c'est à se flinguer. De toutes façons, c'est une question de démocratie : quelques décideurs régionaux, qui n'ont jamais à justifier leurs actes, déterminent la vie ou la mort d'un artiste. La pratique la plus discrète est l'étouffement.

PHILIPPE BORRINI
Mâcon (71).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Thierry Mandon, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; Tazzari / Gamma (p.17) ; J. Witt / Sipa-Press (p.19) ; D.R. (p.22) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 141.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE

4 *Où va la patrie des droits de l'homme ?*
5 *Editorial : Michel Rocard*
6 *La droite rallume une guerre scolaire dépassée*

POLITIQUE SOCIALE

7 • *Mouvement HLM : intégrer les coûts sociaux*
• *Marie-Noëlle Lienemann : "Il faut ouvrir de nouvelles voies pour l'accession à la propriété"*



Où va la patrie des droits de l'homme ? (p. 4).

L'avenir de l'Europe à Copenhague. (p. 9).



Politique économique (pp. 9 à 18).

POLITIQUE INTERNATIONALE

19 *L'avenir de l'Europe à Copenhague : croissance et emploi au cœur des débats*
20 *L'ONU à la recherche d'une nouvelle identité*
21 *Serbie : une politique internationale qui punit le peuple et renforce Milosevic*

CULTURE

22 • *Post-scriptum*
• *Cinéma : "Mad Dog and Glory"*

INVITE

23 *Jacques Ruffié*

9 à 18 ETATS GENERAUX

De la discussion jaillit la lumière

9 *Politique économique : rebâtir ensemble de nouveaux modèles*
12 *Gironde : débats critiques mais cordiaux*
13 *Jacques Dufresne : savoir être à l'écoute des mouvements sociaux*
14 *Apports au débat de personnalités du Parti*
15 *Michel Deschamps : la réflexion sur le savoir, une priorité*
16 *Val-de-Marne : pour un parti plus ouvert*
17 *Invité étranger : Piero Fassino*
18 *Passer de la cotisation chômage à la cotisation emploi*



Claude Estier

19 Juin

Une campagne de presse bien orchestrée voudrait faire croire que le président de la République miserait sur Bernard Tapie pour faire pièce à Michel Rocard. Dans le même temps, ressurgit l'idée que des primaires devraient avoir lieu à gauche pour désigner le candidat à la prochaine élection présidentielle. On ne m'empêchera pas de trouver cette agitation à la fois suspecte et surréaliste : l'élection présidentielle n'est certainement pas à l'ordre du jour. En parler avant que le Parti socialiste n'ait retrouvé ses forces et une nouvelle dynamique est totalement vain et sans effet.

20 Juin

Il est peu courant que deux ministres d'Etat écrivent au premier ministre (qui a rendu la lettre publique ?) pour contester une disposition d'un projet de loi déjà adopté en première lecture à l'Assemblée nationale avec l'accord d'un autre ministre d'Etat. Il est vrai que, dès la constitution du gouvernement Balladur, beaucoup s'interrogeaient sur la solidité du coupe Simone Veil-Charles Pasqua. Soucieuse sans doute de respecter la solidarité gouvernementale, la première n'avait guère, jusqu'ici, fait entendre sa voix. L'amendement Marsaud, pourtant voté par ses amis centristes, a fait déborder le vase dans la mesure où il fait clairement apparaître que, sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine, tous les étrangers vivant en France sont susceptibles d'être interpellés suivant l'humeur de tel ou tel policier. Notons en passant qu'avant de devenir député, ce Marsaud, très proche de Pasqua, était juge, ce qui, pour le moins, relativise les grands discours de la droite sur l'objectivité et l'indépendance de la justice !
Pour en revenir à Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on est tenté de dire : mieux vaut tard que jamais ! Mais il y a beaucoup d'hypocrisie de la part du Garde des Sceaux quand il réclame, dans sa lettre, "des mesures positives en faveur de l'intégration des jeunes immigrés" après avoir défendu lui-même au Sénat le texte réformant le droit de la nationalité qui, en supprimant l'automaticité du droit du sol pour les enfants d'étrangers nés en France, va précisément à l'encontre de cette intégration.
En acceptant l'ensemble des textes Pasqua, le premier ministre est sorti de cette mesure dont il cherche à façonner son image. Nul n'aurait trouvé à redire s'il s'agissait seulement de freiner l'immigration clandestine ou encore d'interdire chez nous la polygamie. Mais il ne s'agit pas de cela. Pour faire oublier son impuissance sur le chômage, Edouard Balladur a choisi de donner satisfaction à la frange la plus extrême de sa majorité qui rejoint souvent Le Pen pour faire de l'étranger un bouc émissaire. Simone Veil et Pierre Méhaignerie ont fait un geste qui n'est pas négligeable. Mais est-ce suffisant pour leur redonner bonne conscience ?

21 Juin

Tout en consacrant deux pages aux Etats généraux départementaux du Parti socialiste, "Libération" ironise sur les contradictions qui s'y sont exprimées, par exemple à Paris ou dans le Nord. Il est vrai que l'exercice était difficile, qu'il n'est pas exempt d'une certaine confusion. Mais quel autre parti, en France, est capable d'ouvrir ainsi ses portes et ses fenêtres et de mettre sur la table à la fois la critique du passé et les projets pour l'avenir ? Les sympathisants ne s'y retrouvent pas toujours mais ils sont venus nombreux, prêts à s'engager sans avoir forcément des idées claires sur les règles de fonctionnement du Parti. Point commun : le rejet des courants. Reste à savoir comment, au-delà des Etats généraux de Lyon, seront élus aux différents niveaux des dirigeants véritablement représentatifs. Le "spontanéisme" a permis de faire bouger les choses dans les sections mais il n'est pas, à lui seul, garant d'une plus grande démocratie, comme la démonstration vient d'en être faite dans les mouvements écologistes. La recherche d'un juste équilibre sera la grande tâche des prochaines semaines.

où va la patrie des droits de l'homme ?

Le remords tardif de Simone Veil et de Pierre Méhaignerie n'empêche pas les trois lois Pasqua-Méhaignerie d'être le pire arsenal contre les droits de l'homme que l'Assemblée ait voté depuis longtemps.

Il n'aura finalement pas manqué une seule voix à la majorité pour voter le texte Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Les 480 députés du RPR et de l'UDF auront acquiescé à un texte qui, sous couvert de dénoncer les abus et de maîtriser l'immigration, fait régner la suspicion sur les faits et gestes des immigrés clandestins ou réguliers et devrait également toucher les Français qui n'ont pas des allures de Gaulois. L'ampleur de la majorité rendait sans conséquence sur le gouvernement les cas de conscience. Malgré cette marge de manœuvre, seuls quatre députés de la majorité (dont Claude Malhuret) ont voté contre l'amendement Marsaud qui établit une présomption d'étranger (plus proche de la culpabilité que de l'innocence, dans l'esprit de l'ex-juge RPR), qui permettrait aux policiers de contrôler leur identité.

L'AVEU DE MEHAIGNERIE

Un remords de dernière minute a-t-il saisi les deux chefs de file du centrisme gouvernemental, Simone Veil et Pierre Méhaignerie ? Comme le font remarquer les premières lois de 1981 s'appelaient décentralisation, suppression du monopole de la diffusion ou encore disparition de la Cour de sûreté de l'Etat et abolition de la peine de mort. Les unes élargissaient les libertés : partage du pouvoir local, extension des libertés d'expression et d'information ; les autres modernisaient notre législation pour mettre la France au niveau des grandes démocraties en matière de respect des droits de l'homme. Bref, des mesures de liberté qui s'ajoutaient aux mesures sociales de générosité. Confronté à une situation économique que ses experts avaient largement sous-estimée, souffrant d'une impréparation technique manifeste, Balladur, lui, propose des textes inspirés par l'idéologie la plus réactionnaire pour faire oublier le chômage et masquer les mesures récessionnistes. Mais sa situation est d'autant plus fragile que les coups arrivent de son propre camp. Ses plans de rigueur sont dépecés par les patrons, les restructurations dans l'armée provoquent des incidents violents contre Léotard, la politique européenne est mise en pièces par Philippe Séguin. Quant à la polémique entre les deux ministres d'Etat centristes et la majorité sur l'amendement Marsaud, elle vient d'être tranchée à la Salomon. Pour tenter de donner une image de synthèse et d'ouverture, une autre version du texte ira au Sénat... Etrange situation d'otage que celle de premier ministre d'une majorité si diverse et sûre d'elle-même. Pendant que les centristes soignent leurs vapeurs, le RPR succombe aux charmes croisés de Pasqua et Séguin qui, par une habile manœuvre d'encerclement idéologique, tentent de détrôner Chirac et déstabiliser Balladur. Les sanctions infligées à la "Lettre de la Nation" prouvent que la critique de Séguin n'est pas de mise dans l'organe du RPR. Vous avez dit ambiguïtés ?

L.C.-S.



quer Philippe Bernard et Erich Incyan dans "Le Monde", l'amendement Marsaud faisait voler en éclats "toute l'ambiguïté, voire l'hypocrisie des dispositions" que le ministre de la Justice avait défendues. Un point de la démarche de Pierre Méhaignerie mérite quelques éclaircissements. Le Garde des Sceaux a déclaré avoir demandé "oralement" au premier ministre "des mesures positives en faveur de l'intégration des jeunes immigrés et de la cohésion sociale, comme l'ont souhaité les Eglises et les associations." Aveu qui ferait croire soit que Simone Veil, à qui ces mesures incombent, n'a pas l'imagination débordante de Charles Pasqua, ou que le premier ministre les a refusées, choisissant le volet répressif -trois projets de loi ont déjà été votés en ce sens- plutôt que l'intégration.

C'est précisément ce que l'on reprochait à cet ensemble de lois et c'est pourquoi la ligne de défense longtemps tenue par Pierre Méhaignerie prend l'eau. Le Code de la nationalité s'était abrité sous le parapluie de la commission Marceau Long. La loi sur les contrôles d'identité, pure émanation du cabinet du ministre de l'Intérieur, avait nourri les soupçons de délit de faciès.

Malgré les dénégations du gouvernement et les corrections à la marge des ministres centristes, ce triptyque anti-immigrés dissimulait de moins en moins ses intentions profondes : donner du grain à moudre à une majorité visiblement désorientée par les contradictions et le manque de lisibilité de la politique Balladur et aller au devant des réflexes les plus primaires d'une opinion à qui les difficultés économiques actuelles rétrécit l'horizon. D'où la mise en cause insidieuse du droit du sol, que constitue l'abandon de l'automaticité de la nationalité française pour les enfants d'immigrés nés en France. D'où les textes véritablement scélérats sur l'absence de soins pour les immigrés irréguliers qui ont provoqué une levée de boucliers des médecins -jusqu'au Conseil de l'ordre- parce qu'ils violaient allégrement le serment d'Hippocrate.

MENACES POUR LES LIBERTES

Ni Simone Veil ni Pierre Méhaignerie n'avaient rien trouvé à redire à des mesures qui ont finalement disparu du projet grâce à l'obstination de Claude Malhuret, mais au prix d'une manœuvre tactique de Charles Pasqua qui nous aura valu l'amendement Marsaud. D'où la discrimination contre les immigrés et leurs proches et l'incroyable plongée dans la vie intime des candidats à la nationalité française que constituent les mesures nouvelles sur l'entrée et le séjour des étrangers en France.

L'opinion, globalement, ne s'est pas rendue compte que les premiers germes du totalitarisme commencent à pousser quand l'Etat instaure le contrôle a priori, la suspicion généralisée, et qu'il intervient dans la vie privée des individus, quand il veut mettre un policier derrière chaque personne et dans chaque chambre à coucher. Le député centriste Jean-Jacques Hyest a été le seul dans la majorité à s'apercevoir que certaines dispositions faisaient du législateur ou de l'élu local le juge du droit d'aimer. Ce texte est gros de situations aberrantes qui peuvent piétiner bien des vies. L'association "Les Nanas beurs" a donné quelques exemples dans le texte qu'elle distribuait à la manifestation contre les lois Pasqua-Méhaignerie. Pour n'en citer qu'un : "Le divorce ne pourra être sollicité avant une année de mariage sous peine de retrait de la carte de résident et, par voie de conséquence, d'expulsion. Nacera s'est mariée avec Thierry. Ils s'aiment. Mais, après trois mois de mariage, elle se rend compte que Thierry boit et qu'il devient alors très violent. Nacera doit continuer à subir ses coups pour ne pas perdre le droit à la résidence. Pour garder son statut de résidente, elle perd sa dignité de femme."

Le début de mobilisation exprimé par les manifestations du 19 juin n'est certes pas à la mesure de l'enjeu -20 000 personnes à Paris, une dizaine de milliers dans les villes de province- mais il constitue une première étape. En attendant de nouvelles initiatives prévues pour l'automne, on ne peut se désintéresser des lois Pasqua-Méhaignerie. Soit elles seront inefficaces et elles apparaitront pour ce qu'elles sont : des effets d'annonce, de la démagogie éléctoraliste. Soit elles seront efficaces, mais la France pourra-t-elle se dire encore un pays vraiment digne de son histoire et libre ?

Bernard Chaouat

LE GOUVERNEMENT AGGRAVE LA RECESSION

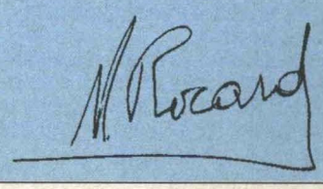
Après le gel des salaires dans la fonction publique, le gouvernement poursuit son plan de récession en refusant de revaloriser les retraites au 1er juillet et en limitant la revalorisation du SMIC. Les pertes de pouvoir d'achat ainsi imposées aux retraités et aux salariés les plus modestes illustrent une fois encore l'injustice d'une politique aggravant la crise.

Communiqué du bureau exécutif du 23 juin 1993

Jeu de dupes

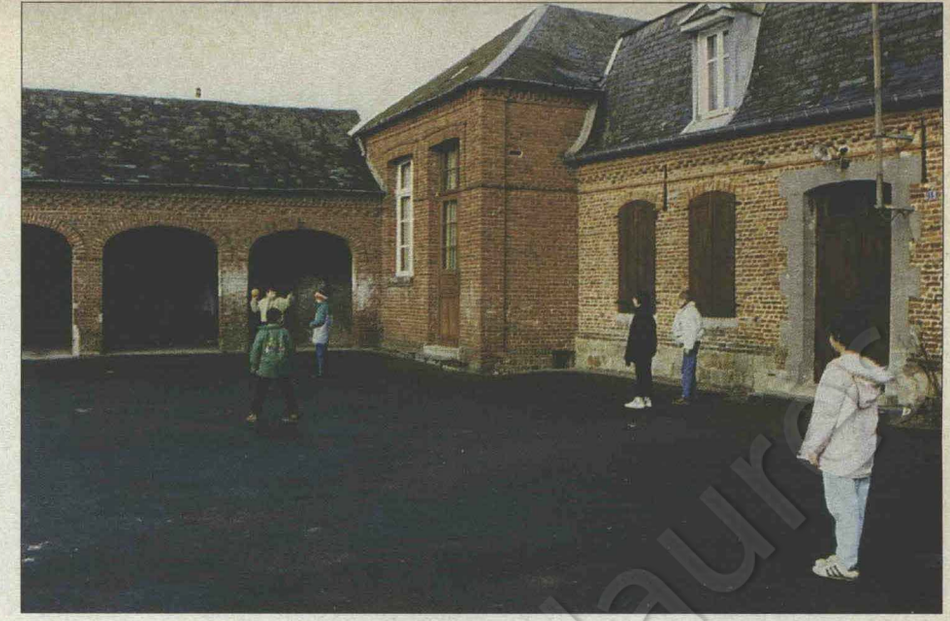
La ficelle est un peu grosse. Un député RPR fait adopter un amendement indigne sur les étrangers. Pierre Méhaignerie et Simone Veil s'en émeuvent, le font savoir tout en se désolant que cela se sache, et voilà le débat focalisé sur un seul amendement qui permet à la droite de montrer ce qu'elle recèle en son sein à la fois de sévérité -clin d'œil à l'extrême droite- et de sensibilité -clin d'œil à la gauche. Mais, dans le même temps, le reste disparaît : dans ce pâté indigne, une demi-alouette de retenue fait oublier un cheval de xénophobie, un amendement fait oublier tout le reste du texte et tous les autres textes. Il ne restera plus qu'à supprimer cet amendement et les grandes âmes devront se déclarer satisfaites de ce sacrifice consenti à leurs émois.

On sait qu'en l'état, sur cent étrangers interpellés en situation irrégulière, il n'est possible d'en reconduire à la frontière que quelques-uns. Si on en interpelle désormais deux cents, le nombre de ceux qu'on reconduit n'augmentera pas d'une unité. Même dans la logique du gouvernement, donc, qu'aurons-nous gagné dans l'intervalle ? Un peu plus d'inquiétude chez les étrangers en situation régulière, un peu plus de découragement chez les policiers qui mesurent la vanité de ce qu'on veut leur faire faire, un peu moins de dignité dans le traitement des sujets les plus graves. Mais cela n'empêchera pas le Garde des Sceaux de retourner à la somnolence dont l'amendement Marsaud n'était parvenu à le tirer qu'un bref instant.



LOI FALLOUX

la droite rallume une guerre scolaire dépassée



Incapable d'agir sur le chômage, la droite s'attache à satisfaire son électorat le plus réactionnaire. Après le vote des lois Pasqua contre les immigrés, elle veut abroger la loi Falloux, qui limite la part des collectivités locales dans le financement des établissements privés. Analyse de Louis Mexandeau, historien.

Quels risques soulève l'abrogation de la loi Falloux qui date de 1850 ?

Louis Mexandeau. D'abord celui de renforcer la propension de certaines collectivités locales à répondre à toutes les demandes d'enseignement non public même si elles ne sont pas fondées par les exigences de la carte scolaire. Il y a également un risque financier. Les moyens des collectivités locales ne sont pas illimités : ce qui sera alloué en plus aux établissements privés le sera aux dépens du public qui est notre enseignement commun.

Quelles contraintes doit aujourd'hui assumer l'enseignement public auxquelles échappe le privé ?

Principalement deux. Les effectifs d'une part : les établissements privés choisissent librement le nombre d'élèves par classe. La carte scolaire, d'autre part : les établissements privés échappent à la sectorisation et peuvent accueillir les élèves qu'ils veulent.

Le privé ne joue-t-il pas en réalité de plus en plus un rôle de service public ?

A l'origine, la justification de l'aide à l'enseignement privé était précisément qu'il remplissait une mission que le public ne pouvait pas totalement assumer dans certaines régions, certains quartiers, car ses moyens étaient insuffisants. C'était la conception de Michel Debré et de sa loi (1959) sur l'enseignement privé. Mais aujourd'hui, je redoute qu'il y ait une dérive vers un dualisme scolaire qui pourrait aller jusqu'au séparatisme, c'est-à-dire la création de deux ou plusieurs systèmes concurrents qui, à partir de clivages historiques, religieux, aboutirait à des écoles recrutant sur critères sociaux, d'un côté des écoles pour privilégiés, de l'autre pour catégories modestes, immigrés...

L'évolution vous semble-t-elle aller dans le sens de ce dualisme ?

Non. Les frontières sont devenues plus floues. Il y a une laïcisation incontestable de l'enseignement privé. Les enseignants, et de plus en plus les chefs d'établissement, ne sont pas confessionnels. C'est précisément cette évolution favorable qui me fait craindre que l'abrogation de loi Falloux ne rallume une guerre scolaire dépassée. Notre histoire scolaire a traversé plusieurs phases, dont certaines d'affrontement. Nous sommes aujourd'hui plutôt dans une phase d'apaisement. Mais l'empressement avec lequel la majorité nouvelle veut abolir cette loi qui a bientôt cent cinquante ans montre bien qu'il existe des arrière-pensées qui n'ont pas grand'chose à voir avec l'amélioration de notre système scolaire. L'action des socialistes dans ce domaine a été dans le sens d'un apaisement. Tel n'est pas le cas du gouvernement actuel.

A moyen terme, la France ne s'achemine-t-elle pas vers un service unique d'éducation ?

Si, bien sûr. Nous allons vers un système unique et divers d'éducation. Mais il suppose des garde-fous : l'Etat doit conserver des prérogatives bien définies, notamment pour garantir l'égalité entre les régions. Sinon, nous risquons d'aboutir à un système fondé sur une base géographique de richesses inégales, à des établissements hiérarchisés suivant les revenus des collectivités locales. Une menace dont l'université Pasqua, dans les Hauts-de-Seine, est emblématique. Le rôle de l'Etat, de péréquation, de correction des déséquilibres régionaux, est décisif.
Le gouvernement actuel ne semble pas aller dans ce sens-là. L'opposition régions riches-régions pauvres pourrait bien succéder à l'antique lutte public laïc-privé confessionnel.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BRE

■ Avant la trêve des vacances, les élections cantonales partielles vont se poursuivre jusqu'au 11 juillet. Les résultats de dimanche dernier marquent l'amorce d'une tendance meilleure pour les candidats socialistes.
Douze élections partielles ont eu lieu le 20 juin.
• Pour cinq d'entre elles, il s'agissait d'un second tour.
A **NEVERS-EST** (58), Maurice Charmant, resté seul en lice, succède facilement à Pierre Bérégovoy.
En **Indre-et-Loire**, **Savoie** et **Seine-et-Marne**, un candidat de droite succède à un élu de droite.
Mais à **LUYNES** (37), Joseph Masbernat (PS) est passé d'un tour à l'autre de 19,8 à 38,2%, alors que la gauche était absente du second tour en 1992.
Et à **CHELLES** (77), Bernard Garnier (PS) a atteint 42,4% des voix (gauche et écologistes : 34,4% au premier tour).
A **SARCELLES,** le candidat RPR a battu la candidate communiste qui fait le plein des voix de gauche et écologistes.
• Dans les six autres cantons où l'on revotera dimanche prochain, les sièges étaient tous détenus par la droite qui devrait n'en retrouver que trois : **L'ARGENTIERE** (05-UDF), **NICE-14** (06-UDF ou FN) et **CAEN-8** (14-UDF).
Mais à **CAEN-6,** Jangui Le Carpentier (PS) - 32,5%- sera à la tête d'un potentiel de 52,3% de voix de gauche et écologistes face au RPR. Il avait fait 48,9% au second tour de 1988.
A **ARGENTAT** (19), René Teulade, ancien ministre (PS) des Affaires sociales arrive en tête du ballottage (48,9%), face au RPR invalidé. Le candidat communiste a recueilli 5,5% des voix.
Enfin, à **AUREILHAN** (65), Pierre-Henri Lacaze (PS) est en ballottage favorable.
Face au RPR sortant et invalidé (36,4%), il recueille 35,5% des voix et pourra compter sur celles (20,5%) du candidat communiste.

■ **Le 29 mai 1992, un commando anti-IVG intervenait en force contre le centre de l'hôpital Saint-André, à Bordeaux. C'était la quatrième action de ce type commise dans cette ville et la seconde contre ce centre. Les premières plaintes déposées n'avaient pas été suivies d'effet. Mais après celle de l'hôpital de Bordeaux, dix-huit personnes inculpées comparaîtront devant le tribunal correctionnel, le 29 juin.**

MOUVEMENT HLM

intégrer les coûts sociaux

Le 54e congrès des organismes HLM, qui s'est tenu à Lyon, fut l'occasion pour l'ensemble du mouvement de réfléchir à ses nouvelles vocations et aux moyens de les assumer. Edouard Balladur, venu les mains vides, a déçu.

Les organismes HLM, hier simples logeurs, sont devenus, aujourd'hui, de véritables généralistes de l'habitat, confrontés plus à une crise de société qu'à une crise du logement. Certes, il existe un fort déficit de logements sociaux et de logements intermédiaires. Mais les organismes connaissent aussi des préoccupations dont les causes dépassent leurs compétences. Roger Quilliot, président de l'Union des HLM, le rappela. "Les organismes ont dû élargir le champ de leurs interventions. L'exercice de nos métiers devient plus difficile et plus complexe car les HLM sont au cœur de la crise. Dès lors que l'emploi devient aléatoire ou temporaire, le logement tend à se substituer à lui pour exercer des fonctions d'insertion dans la société. Les organismes HLM doivent, en tant que gestionnaires de quartiers, participer au traitement de la globalité des problèmes sociaux."

Le caractère social du rôle des HLM s'est donc accru. Confrontés à des situations sociales de plus en plus délicates dans les logements, les organismes doivent apporter des solutions adaptées pour y répondre. "Il faut donc, insista Jacques Badet, président de la Fédération nationale des offices HLM, prendre en compte, dans l'affectation de nos moyens, les coûts d'accompagnement social de nos offices à partir du moment, bien sûr, où ils sont clairement repérés."

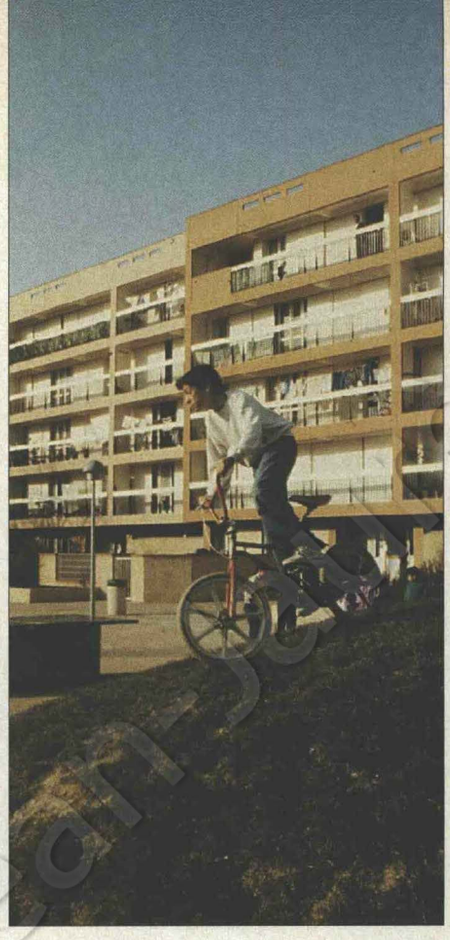
UN PREMIER MINISTRE SANS PROPOSITION

Les responsables HLM n'ont pas manqué, devant le premier ministre Edouard Balladur, participant à la séance d'ouverture du congrès, d'évoquer les mesures qui les inquiètent tel le gel des aides personnelles, en locatif et en accession, décidé sans concertation par les pouvoirs publics. "Cette décision, a expliqué Roger Quilliot, touche une population déjà fragilisée par la crise et sollicitée de participer fiscalement à l'effort de redressement de notre économie. Une telle disposition est inopportune et socialement injuste." Le président s'est également interrogé sur l'avenir du livret A (sur lequel repose le financement du logement social), dénonçant en particulier les prélèvements de l'Etat (plus de 100 milliards de F en dix ans). Si le premier ministre a fait part de son attachement au livret A, il n'a pas proposé de solution pour le sauvegarder. Il a seulement évoqué qu'il envisageait la réforme du décret de trésorerie, ce qui permettrait aux organismes de faire des placements plus rémunérateurs. Il s'est aussi déclaré favorable à l'instauration d'un surloyer pour les locataires dont les revenus dépassent les plafonds et à inviter les organismes à promouvoir davantage la vente de leurs logements. Sur ce point, le mouvement HLM reste prudent, ne souhaitant pas se dessaisir de la partie la plus attractive de son patrimoine. "Une politique de vente de logements locatifs sociaux aux occupants", expliqua Roger Quillot, "doit rester à l'intérieur de limites, au-delà desquelles le parc social ne pourrait plus jouer son rôle."

Enfin, concernant le plan de relance du logement proposé par le gouvernement, le premier ministre a demandé aux HLM d'investir rapidement afin de soutenir l'emploi. "Nous sommes d'accord pour consommer les crédits, a expliqué Jean-Louis Dumont, président de la Fédération nationale des sociétés coopératives HLM, à condition qu'on nous les attribue réellement et qu'il n'y ait pas de blocage."

"Les HLM sont capables de jouer un rôle de régulateur, a ajouté Jean Lion, maire de Meaux. Encore faut-il ne pas se contenter d'effets d'annonce et leur en donner les moyens."

Chrystie Lipani



MARIE-NOELLE LIENEMANN

"Il faut ouvrir de nouvelles voies pour l'accession à la propriété"

A la suite de l'interview de Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand et président de l'Union nationale des HLM, parue dans notre n° 191, Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au Logement et au Cadre de vie du gouvernement Bérégovoy, précise le bilan de son action en le confrontant aux choix du gouvernement Balladur et aux nouvelles pratiques du maire de Paris.

La lecture de l'interview de Roger Quilliot m'amène à rectifier ses propos sur un point précis.

Il indique que "le gouvernement de Pierre Bérégovoy, en particulier, a remonté le locatif aidé mais a réduit les PAP, ce qui, à mon avis, fut une erreur."

C'est inexact, le gouvernement de Pierre Bérégovoy a accru le nombre de locatifs HLM (au budget 1993, 90.000 logements PLA sont inscrits, chiffre jamais atteint) mais le nombre de PAP a bien augmenté. En effet, à son arrivée, dès août 1992, 7.000 PAP supplémentaires ont été

programmés. Pour la première fois depuis 1982 s'inversait la courbe continue de la chute de l'accession sociale. Mais il ne faut pas se contenter des chiffres inscrits au budget. Il faut regarder la réalité, c'est-à-dire le nombre de prêts réellement consommés... Ils sont, depuis de nombreuses années, bien inférieurs aux chiffres inscrits. Car l'essentiel est bien que les gens puissent acheter leur logement. Beaucoup d'éléments interviennent, en particulier l'évolution du pouvoir d'achat, la perception de l'avenir, la stabilité familiale et le coût des prêts. Il y a hypocrisie du gouvernement Balladur à annoncer 20.000 PAP supplémentaires sachant qu'ils ne seront pas utilisés. D'autant plus qu'à côté, le pouvoir d'achat des salaires modestes est attaqué. Je partage l'avis de Roger Quilliot sur l'importance de l'accession sociale à la propriété. Je crois même qu'au-delà de la défense et de la consolidation des PAP auxquelles je me suis attachée et qui, je crois, est acquise, il faut ouvrir de nouvelles voies. Je regrette, par exemple, de n'avoir pu avancer plus concrètement dans l'accession-location ou même en faveur de l'accession très sociale.

Mais l'on doit remarquer que, de plus en plus, en tout cas en région Ile-de-France et dans les grandes agglomérations, les besoins s'expriment dans le secteur locatif et que la prudence de nos concitoyens à l'accession s'explique par des raisons qui ne se mesurent pas toutes de façon économique et financière. De ce point de vue, la programmation de 100.000 PLA par an, prévue dans le projet de VIe Plan préparé par Pierre Bérégovoy, est importante et concrétise l'objectif de priorité nationale reconnu au logement. Tout ne procède pas du logement aidé. L'intervention publique pour la relance du locatif privé se justifie à condition que celui-ci réponde aux besoins réels de la société qui sont aujourd'hui de logements à loyers abordables (sociaux ou intermédiaires).

Or, les 2 milliards d'incitation fiscale mis en œuvre par le gouvernement Balladur sont attribués sans conditionner l'aide à un niveau correct de loyer. On risque de revoir fleurir les petits appartements chers ou les immeubles de standing, outils de placements financiers...

Les besoins sont ailleurs. C'est pourquoi les mesures d'incitation fiscale que la gauche a votées en novembre avaient une tout autre finalité. Elles étaient accordées si le logement construit était du locatif social ou intermédiaire... C'est une autre philosophie de l'action publique. Non seulement il faut inciter à construire, mais éviter de voir démolir le parc social privé. Or, la plupart des opérations d'urbanisme dans les centres des grandes villes, et surtout dans les villes de droite, ont accru la spéculation immobilière, dont je regrette qu'on n'ait pas su la juguler dès 1984. Ainsi, les logements sociaux privés ont été peu à peu remplacés par des bureaux et des immeubles de standing.

La rapide et apparente conversion du maire de Paris à la construction de logements sociaux n'y change rien. Le mal est largement fait. Nous avions déposé dans la loi de lutte contre la corruption un volet d'encadrement des activités de marchand de biens et de protection du parc social. De fait, le groupe RPR-UDF avait contesté ce texte devant le Conseil constitutionnel... Celui-ci a jugé qu'il était trop éloigné de l'objet global de cette loi. Le texte fut à nouveau déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. On remarquera le silence de l'actuel gouvernement sur ce dossier "marchand de biens" et le fait que ce projet de loi n'ait pas été repris.

Enfin, j'aurais aimé que le président de l'Union des HLM n'oublie pas, dans le bilan, l'immense effort porté progressivement par tous les gouvernements de gauche en faveur de l'aide à la personne. Celle-ci permet aux familles modestes d'assurer leurs charges de loyer et les organismes HLM ont ainsi vu leurs impayés chuter et leur situation financière s'améliorer... Mieux encore, au budget 1993, nous avons décidé que, partout en France, chacun pouvait désormais bénéficier d'une aide APL ou ALS (celle-ci est très importante pour les jeunes et les étudiants). Or, justement, dans le projet de loi de finance présenté par le gouvernement, la revalorisation de l'aide à la personne a été annulée, pénalisant ainsi une fois de plus les salariés modestes.

On mettra en relation les 200 millions d'économies prévus avec les 3 milliards d'allègements fiscaux pour mesurer ce que l'équité veut dire pour la droite !

Enfin, la question du montant des loyers est préoccupante. Cette année encore, ils ont augmenté beaucoup plus que le niveau de vie, même les loyers HLM... C'est pourquoi il me semblerait utile que le mouvement HLM lui-même réfléchisse à cette situation, en particulier lors de la mise en œuvre des réhabilitations. J'avais décidé que, désormais, les financements d'Etat ne seraient accordés que si les réhabilitations avaient l'accord des locataires. Il s'agit là d'une certaine conception de la citoyenneté : on ne se contente plus d'une consultation formelle. Hervé de Charette a dit vouloir mettre en cause cette décision qu'une partie des responsables HLM souhaitaient. Mais pour la gauche, il est sans doute utile de rappeler qu'une HLM est d'abord faite pour celui qui y vit, le locataire, et que le droit au logement pour tous, c'est-à-dire l'accès au logement, doit être garanti sans multiplier des critères restrictifs de ressources, de travail permanent et stable, ce qui exclut des HLM tant de demandeurs de logements. Où trouveront-ils leur place ?

Michel Rocard a indiqué qu'il regrettait de n'avoir pas davantage mis l'accent sur une politique du logement. Je pense, comme lui et comme d'autres, qu'il y a là une grande ambition à porter pour les socialistes. ■

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

19301

La ville de Saint-Priest (Rhône)

Agglomération lyonnaise, 42.000 habitants

● *recrute d'urgence*

selon conditions statutaires (mutation, détachement)

UN ATTACHE TERRITORIAL

Pour son service ressources humaines

MISSIONS

- Gestion administrative et réglementaire (650 personnes)
- Carrières, rémunérations, recrutements
- Relations avec organisations syndicales, etc.

PROFIL

- Connaissance du statut et expérience minimale 5 ans souhaitées.

PRIEST SAINT

Conditions statutaires de rémunération + indemnités mensuelles + prime annuelle

Pour tout renseignement complémentaire :

☎ 72.23.48.48 p. 46.07

Envoyer candidature manuscrite, C.V. détaillé et photographie à :

Monsieur le Maire
BP 330
69801 SAINT-PRIEST cedex
avant le 15 août 1993

● *recrute pour son CCAS*

(Centre Communal d'Action Sociale) par voie de mutation ou détachement

UN CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF

Chef du Service Action Sociale

MISSIONS

- Responsable de l'aide légale et de l'aide facultative (complément local de solidarité, urgences)
- Il encadrera l'ensemble du personnel administratif et les travailleurs sociaux
- Il coordonnera les actions et outils d'insertion du CCAS et participera activement à la politique locale d'insertion

PROFIL

- Cadre A, Conseil Socio-Educatif, possédant une solide expérience de service social
- Dynamique, possédant des qualités relationnelles et doté du goût de la méthodologie et de l'organisation
- Connaissance de l'outil informatique appréciée

Pour tout renseignement complémentaire :

☎ 72.23.48.48 p. 46.07

Dépôt des candidatures : les personnes intéressées doivent transmettre leur candidature, C.V. et lettre de motivation à :

Monsieur le Maire
BP 330
69801 SAINT-PRIEST cedex
avant le 15 août 1993

▶ EMPLOI

ASSISTANT D.A.

GRAPHISTE TRADITIONNEL ET P.A.O.
(Xpress - Illustrator)

recherche poste équivalent Édition / Publicité Paris ou province - libre juillet

CYRIL : (1) 43 53 20 16 HEURES DE BUREAU
OU (1) 45 86 17 97 APRES 18 H 30

19302 - ***Jeune ingénieur ARTS ET METIERS (L.O.M.)*** cherche poste d'encadrement dans services techniques municipaux, province ou R.P. Faire offre à Luc BENETEAU, Guérette-du-Limousin 86160 GENCAY. ☎ 49.59.30.32

Vos recrutements ? Vos locations ? Dans "Vendredi", bien sûr !

Politique économique

Rebâtir ensemble de nouveaux modèles

"Je reconnais bien volontiers que le monde a si profondément changé que je ne l'ai pas compris sur le moment". Cette autocritique de Michel Rocard pose des questions redoutables. Faut-il continuer à appliquer les recettes classiques ? Peut-on définir une politique économique de gauche ? Celle-ci est-elle capable, aujourd'hui, d'élaborer un projet qui éclaire l'avenir ? Pierre Moscovici, trésorier du Parti socialiste, Philippe Herzog, responsable de la section économique au Parti communiste, et Alain Lipietz, porte-parole de la commission économique des Verts, ont tenté de formuler des éléments de réponse.

De la discussion jaillit la lumière

Que valent encore les vieilles recettes classiques ?

Pierre Moscovici. Le monde a changé à un point tel que le progrès technologique entre en contradiction avec le progrès social. Tous les remèdes classiques, tous les dogmes doivent être mis en cause : les socialistes y ont sacrifié à l'excès, entre 1983 et 1993. Nous avons progressivement glissé de la rigueur à l'orthodoxie économique et financière, puis à l'intégrisme.

Je ne crois pas que d'autres dogmes s'imposent aujourd'hui, pas plus la relance de la consommation dans un seul pays que le protectionnisme. Je ne crois pas, non plus, que le libéralisme soit une solution, ni que la seule désinflation compétitive, qui a beaucoup apporté, soit encore une stratégie valable. On a trop privilégié, dans le passé, les moyens, les instruments, au détriment des fins politiques. Il faut inverser ce processus, remettre au cœur les objectifs de la politique économique, et d'abord l'emploi. S'il fallait donner un nom à cette stratégie, ce serait la recherche d'une croissance à la fois coopérative et soutenable.

Philippe Herzog. Il est intéressant que Michel Rocard ait commencé une autocritique. Mais les socialistes n'en sont qu'au début. Leurs politiques relèvent du libéralisme d'Etat. Désinflation compétitive ? En réalité, inflation financière et déflation salariale. Les gouvernements ont fait de nécessité vertu. Ils l'ont assumé dramatiquement, jusqu'au suicide.

Nous ne sommes pas en présence d'une réédition de la troisième révolution industrielle, mais d'une révolution informationelle. On fait de la productivité contre l'emploi alors qu'un autre type de productivité, où l'on diminuerait les coûts matériels et financiers, serait compatible avec la création d'emplois. L'Etat ne peut plus corriger les dégâts sociaux du marché. Il faut donc changer la régulation du marché, le maîtriser socialement, opposer aux critères tout puissants de la rentabilité financière des critères d'efficacité sociale.

Alain Lipietz. Au départ, les socialistes ont cru qu'il suffisait de moderniser la production pour que, l'Etat jouant son rôle redistributeur, le progrès social suive. A partir du tournant de 1983, ils ont gardé les idées de progrès et de modernisation industrielle, en abandonnant celle que l'Etat pouvait les transmuter en progrès social. Ils disaient vaguement que les entreprises, le jeu régulateur du marché, y arriveraient. Cela ne s'est pas passé ainsi.

Collection Jean Jaurès

C'est le culte du progrès technico-industriel dans lequel toute la gauche, les gaullistes et la démocratie-chrétienne, ont communié depuis la Seconde Guerre mondiale qui est en cause, de façon plus fondamentale que les instruments, l'Etat ou le marché.
L'écologie est née du constat que la modernisation technique n'amène pas le bonheur et peut arriver à l'inverse, à la déchirure de la société, à la rupture entre les générations, entre l'homme et son environnement. Nous suggérons de repartir à la base : pourquoi produisons-nous, au nom de quelles valeurs essayons-nous de piloter l'économie ?
Se pose alors la question du cadre institutionnel. Une Europe qui ne formaliserait pas des réglementations sociales, fiscales, écologistes, ne peut être un cadre possible pour un développement soutenable. Mais, même si l'Europe était telle que la souhaitent les écologistes, cela ne veut pas dire que nous serions d'accord sur le modèle de développement à poursuivre. Quand on dit "seule la croissance peut...", j'ai des doutes : la croissance de quoi ?

P.H. Gare à ce qu'il y ait deux politiques à droite et carence à gauche. Philippe Séguin critique la rentabilité financière, les règles du commerce mondial. En revanche, il conserve l'obsession antisalariale. Ma rage est que, avec des amis, nous proposions une solution de rechange de gestion dès les années 80, mais nous avons prêché dans le désert. Aujourd'hui peut avoir lieu un véritable débat de gestion avec les socialistes, ouvert et loyal. Il faut oser lancer l'objectif d'un nouveau type de plein emploi. Certes, avec un emploi plus mobile, à temps de travail réduit, lié à un développement du temps choisi. Mais ne biaisons pas. Nous devons créer plus d'emplois. L'idée de partage est très forte, mais les Verts et d'autres la sabotent en l'enfermant dans une optique de partage des salaires.
Construire l'Europe est nécessaire. Mais ne poursuivons pas l'erreur mitterrandienne selon laquelle l'Europe tient lieu de politique nationale. Des gens qui ont dit oui et des gens qui ont dit non à Maastricht devraient travailler ensemble à associer une ligne de progrès ici, en France, à une ligne ambitieuse d'ouverture au monde, passant par l'organisation d'une véritable solidarité des Européens. Il faut soumettre les opérateurs sur le grand marché à des responsabilités sociales, établir une fiscalité sur le capital, centrer la coopération sur l'emploi et son efficacité.

P.M. Je ne suis pas bouleversé par l'originalité des propositions de Philippe Séguin. D'autres les ont tenues avant lui. Ce qui fait événement, c'est que ce débat se déroule au sein de la droite, un peu comme si Rocard et Bérégovoy s'étaient opposés en 1988. Philippe Séguin formule deux postulats justes et évidents : on ne peut pas considérer l'emploi comme un solde d'une part, on ne peut pas abandonner la puissance publique d'autre part. Mais je n'en tire pas les mêmes conclusions que lui.

A.L. La comparaison avec une confrontation entre Rocard et Bérégovoy est très bonne, mais il aurait fallu, justement, qu'elle ait lieu.

P.M. Ce débat n'avait pas lieu d'être à cette époque et avec cette ampleur, mais certains, au sein de la gauche, y compris socialiste, ont soulevé d'importantes questions en termes de politique économique. Ils ne l'ont probablement pas fait suffisamment fort, en tout cas ils n'ont pas été entendus. J'ai voté oui à Maastricht,

"VENDREDI" DANS TOUS SES ETATS

Les 3 et 4 juillet ,

"Vendredi" publiera deux suppléments en direct des Etats généraux.
Vous ne serez pas à Lyon mais vous êtes curieux de savoir ce qui s'est passé dans les coulisses et travées ?
Ou, plus sérieusement, vous voulez posséder l'intégrale des comptes-rendus ?
Ou, version aficionado, vous tenez absolument à avoir la collection complète de "Vendredi" ?
Alors commandez-les dès maintenant.
Pour 30 F, nous vous les enverrons, dès le 5 juillet.*

*Commande à adresser à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75007 Paris. Chèque à l'ordre de "Vendredi".



▲ *De gauche à droite : Pierre Moscovici, Philippe Herzog, Alain Lipietz.*

avec des critiques. L'Europe de Maastricht n'est pas l'Europe des socialistes. Elle résulte de compromis, sans doute excessifs, avec le marché qui privilégie, lui aussi, les instruments par rapport aux fins. Mais cette Europe existe et je suis attaché à l'idéal européen, même s'il est en crise.

A.L. Nous aussi, et c'est pour cela que nous étions contre Maastricht. Ce traité aurait de telles conséquences qu'il vaccinerait l'opinion contre l'Europe.

P.M. Il faut aménager l'Europe, rechercher de nouveaux compromis, même s'il faut pour cela une crise idéologique ou politique. Mais je ne souhaite pas un retour en arrière ni une négation du cadre européen. Ainsi sur l'emploi : toutes les pistes explorées ont besoin de la dimension européenne, qu'il s'agisse d'une relance concertée, de l'investissement physique, public ou de formation, ou encore du besoin de changer de modèle avec un partage du travail véritable. C'est une authentique puissance publique européenne, une Europe sociale, une Europe protectrice, qu'il faut bâtir.



A.L. Tous les instruments ne servent qu'à mettre en œuvre un choix de société. La question des valeurs autour desquelles s'articule ce choix de société est décisive. Pour autant que la gauche accepte la critique écologique, nous pourrons, un jour, nous mettre d'accord sur trois thèmes fondamentaux : la solidarité, l'autonomie (c'est-à-dire la capacité de chacun à pouvoir garder le contrôle de son travail et de sa vie), la responsabilité à l'égard de la nature et des générations futures.

"Pour une croissance à la fois coopérative et soutenable"

Cela va avoir des implications sur le modèle de développement et, notamment, sur le fait fondamental que, désormais, la croissance se mesurera essentiellement à la croissance du temps libre. Nous prônerions cette stratégie même dans un contexte de plein emploi. Mais, de façon conjoncturelle et à productivité constante, le chômage doit être combattu rapidement, essentiellement par le partage, et non par le mythe du retour à la croissance matérielle. Nous sommes pour un passage rapide aux trente-cinq heures. Il ne peut pas être payé par les bas salaires mais par les profits financiers : la dispense de toute cotisation sociale ou impôt que la gauche a tolérée à leur égard est un scandale. Mais cela ne suffira pas. Avec 10% de temps de travail en moins, il n'est pas possible de maintenir intégralement le salaire de la partie supérieure de la hiérarchie.

P.H. Beaucoup citent aujourd'hui les valeurs de solidarité, d'autonomie, de responsabilité. La difficulté est que l'on ne peut les faire vivre sans changement profond des conceptions et pratiques du pouvoir. Quant aux buts sociaux, il ne seront jamais atteints sans changement de la gestion et du système de régulation économique. J'insiste encore sur l'objectif d'un plein emploi radicalement nouveau, associé à une pleine activité humaine, les deux appelant un développement sans exclusion des capacités humaines. On n'existe pas socialement, et on est détruit individuellement, sans insertion dans un emploi. Pour aller vers un temps choisi, la question de la redistribution, aussi importante soit-elle, n'est pas la seule. Le défi est de gérer plus efficacement les moyens matériels, les équipements, en faisant appel aux capacités humaines, de façon à produire mieux et plus, avec une dimension de service croissante, d'une façon non polluante, et avec une intense coopération, un codéveloppement, avec le Sud et l'Est. Ne contournons pas ce défi de gestion à un moment où des chefs d'entreprise, comme André Riboud et Jean Gandois, disent : nous nous sommes trompés de productivité, parlons compétitivité globale.
Cela exige de changer la finance. Comment dégonfler toute cette enflure spéculative ? Cette interrogation est cruciale pour la gauche.
Je ne fuis pas les questions de partage pour autant. Le partage des ressources doit intervenir en amont de la production, en solidarisant les entreprises, y compris à l'échelle internationale. C'est un autre type de société mixte, où les principes régulateurs du capitalisme actuel seraient réduits et subordonnés à des critères d'efficacité sociale, avec un nouveau rôle des salariés dans la gestion des entreprises et des ressources.

P.M. En intégrant nos critiques respectives, en débattant de nos valeurs, il y a sans doute un socle sur lequel nous pouvons travailler et, pourquoi pas, parvenir à un accord.
Ainsi en est-il du type de croissance que nous voulons. Recherchons d'autres indicateurs pour la mesurer, d'autres contenus, exigeons qu'elle respecte les équilibres naturels et qu'elle garantisse la vie des générations futures. Les recettes classiques contre le chômage sont épuisées. Afficher les trente-cinq heures très vite est la seule manière de parvenir à une baisse rapide et significative du chômage. C'est un objectif que nous pouvons avoir en commun et, sur ce sujet, je me rapproche aujourd'hui du point de vue d'Alain Lipietz : le partage est une notion globale, qu'il s'agisse du travail ou des richesses.
Cela suppose une tout autre conception de la redistribution. Aujourd'hui, l'inflation est davantage dans les stocks, dans les patrimoines, que dans les flux. Il faut en tenir compte dans la définition du système fiscal pour que le partage soit global. Il faut demander leur contribution aux entreprises, à la finance, car elle est très insuffisante. Les pays occidentaux, notamment la France, ont été trop loin, dans les années 80, dans le partage de la valeur ajoutée au détriment des salariés. En même temps, pour crédibiliser le partage du travail, un partage des revenus

est nécessaire, avec une contribution significative des plus hauts salaires. A condition de savoir quel est le rythme de cette contribution, les modalités de négociation et la nouvelle organisation du travail qui l'accompagne.

P.H. Le but à poursuivre n'est pas seulement une alternance. François Mitterrand s'est fait élire en 1981 en disant que ce n'était pas pour accaparer le pouvoir mais pour que le peuple puisse l'assumer. En réalité, dix ans après, les gens se sentent plus impuissants. La question centrale est celle d'une conquête de citoyenneté, faisant reculer la délégation des pouvoirs et toutes les conceptions du pouvoir par domination. Il faut aller vers une société capable d'autodirection.

"La modernisation technique n'amène pas le bonheur"

A.L. La question de l'autonomie est essentielle. Il faut mettre dans le traitement du chômage les mêmes masses d'argent, voire les augmenter, mais les utiliser différemment. La question n'est plus tant d'indemniser les chômeurs que de les aider à s'auto-organiser pour s'insérer dans la société. Pour cela, beaucoup n'attendent pas le retour au pouvoir des forces progressistes, si un jour nous sommes alliés et arrivons ensemble au pouvoir. La plus grande réduction du temps de travail a suivi les accords de Grenelle, grâce à un puissant mouvement social qui a imposé à la droite cette réforme.

P.M. Le bilan n'est pas seulement constitué d'objectifs qui n'ont pas été atteints, mais aussi de modalités institutionnelles à revoir. L'orthodoxie découle largement d'un déficit de pratique démocratique. Nous sommes maintenant devant une exigence de reconstruction, autant que possible ensemble, car nous avons des devoirs à l'égard de tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche. La réponse à cette exigence ne prendra pas forcément, et seulement, la forme d'une alternance politique, mais aussi celle du mouvement social. Nous avons le devoir de travailler ensemble pour rebâtir de nouveaux modèles, de nouveaux mouvements sociaux. Beaucoup attendent cela de nous aujourd'hui.

Propos recueillis par
Monique Grima et Maryline Trassard

■ GIRONDE ■

Débats critiques mais cordi

Les Etats généraux départementaux se sont déroulés le week-end dernier. Nous en avons s

On ne les avait pas entendus pendant douze ans. Aujourd'hui, on leur donne la parole. Alors, les militants socialistes soulagent leur cœur. Et ils ne sont pas tendres, au risque de céder à quelques excès basistes.
A Cestas, samedi dernier, trois cents militants et une cinquantaine de sympathisants ont participé, sous la houlette d'Alain Anziani, premier secrétaire fédéral, aux Etats généraux de la Gironde, dans une ambiance vive mais cordiale.
La tonalité des rapports rédigés à l'issue du travail des trois commissions (bilan, projet, PS) était dans l'ensemble très critique.
En ce qui concerne le bilan de la gauche, le texte dénonce le cumul des mandats, l'éloignement des élus de la base, la mainmise de la technocratie sur les décisions politiques. Des affirmations à peine nuancées par un constat : "Si les élus ont eu tendance à travailler seuls, c'est aussi parce que les militants n'ont pas toujours été là, notamment lors des assemblées publiques comme les conseils municipaux."
La politique économique laisse également des regrets : "La gauche a prouvé qu'elle savait gérer mais n'a pas remise en cause les inégalités. On a fait passer nos idéaux après l'économie." En matière de solidarité, le jugement est ambivalent : "Le bilan est paradoxal : les inégalités se sont accrues mais jamais on n'a compté autant d'acquis sociaux en douze ans. Le gouvernement n'a pas su anticiper la montée du chomage et les inégalités demeurent devant la sécurité et la justice sociale."
En séance plénière, le débat sur ces thèmes a été contradictoire. Un militant : "Nous avons perdu la bataille idéologique et nous n'avons pas su conserver la classe qui nous a portés au pouvoir." Un sympathisant : "Le bilan est globalement positif. Il faut aller au-delà. Nous avons la responsabilité de dire aux gens que nous allons reprendre le pouvoir dans deux ans. Il faut ouvrir le PS sur la société et autres formations de gauche. Si vous refusez cela, vous serez responsables du maintien de la droite au pouvoir."

DES SYMPATHISANTS VIGILANTS

La commission chargée du projet a refusé "le tout économique" mais a reconnu qu'il était "moins clair de redéfinir le rôle de l'Etat dans l'économie." Elle s'est interrogée : "Quel statut pour le travail ? Un droit ou bien une conception judéo-chrétienne selon laquelle le pain doit être gagné à la sueur de son front ?" Elle a évoqué la solidarité envers les malades du sida, les exclus et les immigrés.
Ensuite, la question de l'emploi a été au centre des débats. "On ne s'est pas suffisamment appuyés sur la vie associative qui est un creuset nouveau d'emplois", explique l'un. "La réduction du temps de travail est séduisante sur le plan idéologique, rétorque un autre. Mais comment demander aux salariés de partager leurs salaires alors qu'ils subissent des plans de rigueur depuis plusieurs années ? Il ne faut pas céder aux phénomènes de mode. Il vaudrait mieux parler du partage des richesses."
La commission consacrée au Parti s'est prononcée pour que le PS conserve son nom. Elle a exprimé le souhait des militants d'élire directement leurs élus. Si certains adhérents se prononcent pour la dissolution des courants, le plus grand nombre opte pour leur maintien -car, par quoi les remplacer ?- tout en condamnant leur dérive en écuries présidentielles.
De nombreux sympathisants se sont exprimés au cours de cette journée. "On ne note pas un grand changement avec le PS actuel", signale l'un. "Nous sommes un peu les immigrés du PS, constate un autre. Le PS veut bien prendre notre substance mais ne sait pas trop comment nous intégrer. Il faut que le Parti socialiste devienne un melting-pot. Pour cela, il doit créer des structures indépendantes de toute bannière."
Si certains sympathisants envisagent d'adhérer, ils demeurent très vigilants, comme le confie Françoise Nallet, 41 ans, conseillère en formation continue : "Issue d'une famille de militants, j'ai voulu entrer au PS en 1984. J'en suis repartie aussitôt car il n'y avait pas de débat d'idées. Je participe aux Etats généraux car j'ai été sensibilisée par l'échec des législatives, qui est celui de toute la gauche. Il faut retrouver l'espoir pour nos enfants. Si, à Lyon, s'exprime une véritable volonté de refondation, je prendrai ma carte. Si on en reste aux batailles de courants, je me retirerai." Les responsables socialistes savent à quoi s'en tenir...

Jean-Pierre Bedei



aux

uivi deux, en Gironde et dans le Val-de-Marne.

JEAN VAUTRIN : relancer la générosité de la gauche

Les Etats généraux de la Gironde accueillaient un sympathisant de marque, l'écrivain Jean Vautrin. Il explique le sens de son engagement aux côtés du PS.

Pourquoi participez-vous aux Etats généraux du PS ?
Je suis politisé depuis fort longtemps. Avant les élections législatives, j'ai claqué la porte de Génération écologie car j'avais l'impression que ce parti se faisait le complice d'un centre tapageur et que Lalonde ne pensait qu'à son avenir. Le "ni droite ni gauche" m'était insupportable. Avec quelques amis, j'ai donc fondé Méga, un mouvement écologiste de gauche. Nous sommes clairement dans l'opposition. En venant ici, j'ai voulu affirmer mon appartenance au peuple de gauche. Lors des élections régionales et législatives, je me suis tourné vers le PS, mais je n'ai pas été investi. Aujourd'hui, je viens pour la dernière fois voir comment le PS dialogue avec les autres et leur tend la main.
Je souhaite être délégué à Lyon.
J'envisage également de prendre ma carte au PS pour affirmer un courant d'idées.

Etes-vous satisfait de la procédure mise en œuvre pour ces Etats généraux ?
Jusqu'à présent, cela se déroule très bien. En Gironde, nous avons réussi un mouvement de synthèse excellent. Il porte en germe toutes les générosités qu'on peut attendre. Je souhaite que tout cela ne soit pas bouffé en chemin. C'est pourquoi, aujourd'hui, j'ai exprimé quelques craintes pour Lyon. J'espère que les dirigeants du PS n'ont pas déjà des contre-propositions dans leurs tiroirs et que les militants ne seront pas floués. Il ne faut pas croire que ce processus est facile. Les cœurs, ça se gagne.

Que souhaitez-vous qu'il sorte des Etats généraux de Lyon ?
Il faut retrouver un enthousiasme. J'en appelle à un humanisme d'action. Il faut redéfinir un projet remettant l'homme au milieu de son environnement, créer un nouveau civisme et une nouvelle citoyenneté, sinon, nous courons droit à l'échec. La gauche est porteuse d'une générosité qui doit être relancée. Non, la gauche n'est pas morte.

Propos recueillis par J.-P.B.

● CONTRIBUTION : JACQUES DUFRESNE

Savoir être à l'écoute des mouvements sociaux

Contre la dualisation de la société, le vide social, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) appelle à l'innovation, au pluralisme, à l'émergence de talents nouveaux et à l'écoute des mouvements sociaux.

Depuis quelques semaines, le Parti socialiste a entamé une consultation nationale en vue de préparer des Etats généraux. C'est en tant que militant associatif que je formulerai quelques remarques.

La première portera sur le fait qu'une société devient vite malade dès lors que le vide social s'installe, c'est-à-dire qu'il n'existe plus de mouvements organisés et représentatifs. Il est donc très important, pour le bon fonctionnement de notre démocratie, d'avoir des partis politiques puissants, ayant la capacité de débattre, d'intervenir, de défendre, de proposer des projets de société. Il en est de même des syndicats et des associations. Ce sont les éléments essentiels de la vie sociale.

La seconde remarque concerne les dirigeants des partis face aux pratiques médiatiques développées ces dernières années. Une forme d'accélération à l'égard de l'information s'est produite : le temps de l'analyse et le temps de l'explication se réduisent de plus en plus. L'individu est parfois informé avant que la politique ne soit saisie de la question. Cette forme de contrôle médiatique permanente de l'activité politique est, certes, une garantie pour la démocratie. Toutefois, l'effet grossissant et déformant que les médias peuvent créer, lié à l'absence de recul par rapport à l'événement, entraîne l'usage de la langue de bois et la tentation de succomber à la démagogie.

L'homme politique est devenu, par médias interposés, plus humain, plus proche du citoyen, ce qui fait que ce dernier a le sentiment de pouvoir agir directement. De ce fait, l'expression de la démocratie ne peut plus se limiter au seul usage du bulletin de vote, l'absence de retour vers le mandat entraîne sa démobilisation et son désintérêt de la vie politique : d'où l'extrême importance de ces Etats généraux.

La troisième remarque est liée au fait qu'il doit y avoir adéquation entre idéal et pratique, mais le respect des idées n'impose pas une situation statique. Les partis politiques, comme tous les mouvements organisés, ont le devoir et l'obligation d'évoluer. Voir le Parti socialiste inviter ses adhérents, mais aussi ses sympathisants, à débattre, et oser, d'une certaine manière, mettre en cause son fonctionnement, ses pratiques et son projet pour les adapter, est une excellente initiative. Cela implique l'obligation d'écoute, donc la faculté d'être réceptif sans qu'il y ait effet de filtre normalisateur, et la capacité d'entendre la critique et de déceler les propositions constructives innovantes.

L'ouverture d'un tel forum est sans doute nécessaire, et le risque doit être pris que se mêlent honnêteté et démagogie, expérience et amateurisme, doute et conviction. Le débat démocratique peut faire de ce risque, une chance, si le carriérisme politique ne vient pas étouffer trop tôt l'innovation, le pluralisme et l'émergence de talents nouveaux.

La FCPE connaît la dure réalité de la société duale d'aujourd'hui. C'est pourquoi elle regarde avec attention toutes les entreprises qui tentent de réconcilier, dans un langage simple et clair et dans l'approfondissement de nos valeurs concernées, l'expression et les attentes des militants et des citoyens avec les recherches les plus novatrices émanant des laboratoires d'idées et des autres mouvements sociaux. Mouvements sociaux qui attendent des mouvements politiques qu'ils sachent écouter, entendre avant de se prononcer et d'agir. Notre avenir à tous en dépend. ■

Jacques Dufresne est président de la FCPE.

■ Les amis de Laurent Fabius

Ce texte est centré principalement sur les contours d'un projet social et européen et l'identité du Parti socialiste.

En ce qui concerne le projet, ce texte trace quelques pistes dont la réduction de la durée du temps de travail : "On ne s'en sortira pas, notamment, sans une réduction forte de la durée du travail : semaine de trente-cinq heures sans réduction des salaires pour les bas revenus (deux fois le SMIC), quitte à ce que ce soit l'Etat qui compense en partie le renchérissement du coût du travail pour les entreprises. Semaine de quatre jours (soit 32 heures). Développement de la formation continue (sur des périodes de plusieurs mois) et, en alternance, année sabbatique, prime au travail à mi-temps, indemnité au travail partagé, ralentissement de l'automatisation dans les secteurs non soumis à la concurrence internationale et où l'emploi de salariés améliore la qualité des services rendus..."

Il se prononce également pour l'institution d'une préférence communautaire : "Il faut prendre des mesures de protection douanière aux frontières de la CE contre le "dumping social" des pays qui surexploitent leur main-d'œuvre (les "dragons" d'Asie du Sud-Est...), la concurrence déloyale de ceux qui ferment, de fait, leur marché (Japon...), les diktats de la superpuissance américaine."

Priorité à l'intégration : "Nous devons recentrer l'action redistributrice de l'Etat sur les millions de personnes exclues ou en voie d'exclusion. Mettre en œuvre des discriminations positives : soutenir les territoires ruraux en difficulté, favoriser les quariters déshérités au détriment des quartiers favorisés par un véritable "zonage" de l'action publique. Les quartiers en difficulté doivent recevoir davantage de moyens humains (enseignants, éducateurs, animateurs, assistantes sociales, policiers, juges...) et de moyens financiers pour les équipements collectifs (crèches, établissements scolaires, équipements sportifs, espaces verts, logements sociaux, maisons de quartiers...). Nous devons savoir rompre avec le principe traditionnel d'égalité devant l'Etat au profit des plus défavorisés."

A propos du PS, le texte, affirme le Parti socialiste, doit rester "socialiste".

"Nous voulons rénover le Parti socialiste, non le liquider, et édifier, avec d'autres, autre chose à la place : fédération ou confédération. Nous voulons reconstruire un parti des militants et non un parti de notables, un parti de masse et non un parti de professionnels de la politique, un parti acteur de l'histoire, capable d'orienter l'opinion publique, et non un parti reflet qui se guide au gré des sondages. (...)

Il faut mettre un terme à la dérive paralysante des courants. Mais sans étouffer la démocratie interne du Parti, le débat d'idées, le droit reconnu aux militants de se regrouper à l'occasion d'un congrès sur un texte politique, et d'être représentés, sur cette base, dans les instances de direction. Personne ne souhaite remplacer notre démocratie interne par un monolithisme de type PCF ou RPR."

Ce texte est conclu par l'énoncé des quatre grands principes qui définissent le socialisme moderne : économie mixte, démocratie participative, écodéveloppement et civilisation du temps libéré. Enfin, en matière de stratégie, les amis de Laurent Fabus prônent le rassemblement à gauche excluant toute alliance avec les centristes. ■

■ Michel Charzat

L'identité socialiste sera reconstruite par le retour au débat. Voici quatre pistes :

1- Remettre le marché à sa juste place

Nous devons affirmer clairement que notre raison d'être est de préserver et de développer la pluralité des ordres de valeur dans une économie de marché. Tous les biens ne sont pas marchands. Toutes les hiérarchies ne sont pas fondées sur la réussite matérielle. Seule une société échappant aux sujétions du tout marché peut concevoir le projet d'un art de vivre pluriel et choisi.

2- Retrouver la conception de l'Etat garant de l'intérêt général

Restaurons la conception de l'Etat garant de la laïcité de la société : le premier des droits de l'homme est celui de son existence politique dans une société où s'affrontent librement des courants d'opinion. Tout par la liberté, rien par le dogme.

L'Etat doit également retrouver sa légitimité comme garant de la cohésion nationale et de l'intérêt collectif. La modernisation de l'Etat démocratique devra être poursuivie : un Etat de droit, aux compétences clairement délimitées, sera mieux à même de faire

LE LIVRE DE JEAN POPEREN : "Socialistes : la chute finale ?"

Sus à la deuxième gauche ! C'est elle qui est responsable mais aussi coupable de l'effondrement des socialistes au terme de douze ans de pouvoir. Tel est le verdict de Jean Poperen, qui s'érige pour l'occasion en véritable procureur d'une action gouvernementale qui comporte tout de même des réussites estampillées à gauche. Dialecticien madré et polémiste talentueux, Jean Poperen nous avait habitués à des analyses plus subtiles. Celle qui sous-tend son dernier livre (1), et qui constitue une contribution aux Etats généraux du PS, est quelque peu sommaire : les socialistes au pouvoir ont été dominés par la culture et les hommes de la deuxième gauche, adeptes du "social-libéralisme" et de sa pratique centrale, le consensus, qui n'est rien d'autre que "l'acceptation de l'hégémonisme social du moment".

Jean Poperen règle ses comptes avec cette deuxième gauche, d'obédience chrétienne, organisée autour du PSU et de la CFDT, qu'il n'a jamais aimée. "Cette gauche n'est pas celle du peuple. Elle n'est pas la mienne."

Formule aussi caricaturale que démagogique ! Mais Jean Poperen ne fait pas dans la dentelle. Il fourre dans le même sac de la deuxième gauche Rocard, "le leader", Mitterrand, "la connivence" et Mauroy, "le courtier". Une assimilation qui a dû laisser pantois François Mitterrand, qui n'a cessé de ferrailler avec la deuxième gauche pendant une vingtaine d'années, et Pierre Mauroy, formé au moule de la SFIO... Bref, on l'a compris, heureusement, il y a Poperen pour réhabiliter et reconstruire la gauche, la vraie ! Mais pour être plus crédible, encore eût-il fallu qu'il renonçât à participer à un des gouvernements de cette gauche "gestionnaire" qu'il vilipende aujourd'hui et dont le premier ministre s'appelait Michel Rocard.

J.-P.B.

(1) Plon, 237 p., 98 F.

respecter la volonté générale qu'un Etat rendu impotent par son omnipotence. (...)

3- Affirmer l'utopie concrète du temps voulu

Oui, le moment est venu de proposer l'utopie positive d'une société du temps voulu, d'une civilisation du temps libéré, d'une société à visage urbain. Le projet d'une gauche moderne ne peut faire l'impasse d'une réflexion radicale sur le temps, son appropriation sociale, son organisation individuelle et collective dans une société post-taylorienne : la maîtrise du temps ouvre un espace, créateur d'un lien social, fondé sur le savoir, le savoir-faire, l'échange libre entre personnes autonomes.

4- Promouvoir une Europe européenne

L'Europe doit refuser la dilution de la Communauté dans un libre échange mondial. On ne pourra résister aux facteurs de dilution, assurer la sauvegarde du modèle européen de protection sociale et de relations professionnelles, faire reculer la xénophobie et le racisme, qu'en mettant en œuvre une politique de défense et de promotion du marché européen. Cette politique doit être fondée sur le principe de réciprocité entre les pays développés et sur celui de contreparties sociales avec les pays en voie de développement. (...) L'Europe des experts et des élites modernisatrices doit céder la place à l'Europe des citoyens.

Pour une formation "interclassiste"

Le Parti socialiste de demain doit intégrer et assumer les contradictions de la société française : être le représentant et le défenseur des couches populaires menacées, fragilisées, au cours de cette période de transformation économique et sociale ; être également la voix des secteurs dynamiques, innovateurs de la société, des forces vives d'une modernité consciente de ses devoirs. Il devra assurer la représentation de toute les forces vives et de toutes les sensibilités démocratiques de la société au sein de ses instances. (...) En cette fin de siècle, le socialisme moderne doit faire face à la nouvelle question sociale : celle de l'exclusion. ■

● CONTRIBUTION : MICHEL DESCHAMPS

La réflexion sur le savoir : une priorité

Autonomie du syndical face au politique, éloge du savoir, deux messages fondateurs pour la Fédération syndicale unitaire qui réunit les syndicats exclus ou ayant quitté de la FEN et revendique 150.000 adhérents.

I - "S'ouvrir aux acteurs sociaux ou ouvrir le dialogue entre acteurs sociaux légitimes et indépendants ?"

La volonté du Parti socialiste de faire de ses Etats généraux un moment fort de dialogue et de confrontation, y compris avec ceux qui ne se réclament pas de ses choix, me semble éminemment positive. Notre pays souffre aussi de ne plus savoir confronter des points de vue différents, de ne plus vouloir le dialogue qu'entre ceux qui sont, déjà, d'accord sur l'essentiel.

L'expression retenue par le document préparatoire est-elle pour autant, tout à fait adaptée ? S'agit-il, pour le Parti socialiste (ou pour tout autre parti), de s'ouvrir aux acteurs sociaux en gardant la position centrale de celui qui est habilité (par nature ?) à procéder aux synthèses et aux arbitrages ? Ne s'agit-il pas plutôt d'engager le dialogue entre acteurs sociaux à égalité de légitimité sociale, d'autonomie, d'indépendance réciproque ?

Dit autrement : les Etats généraux du Parti socialiste ne doivent-ils pas être une occasion de réflexion sur le rôle exact du syndicalisme et sur celui du mouvement associatif ?

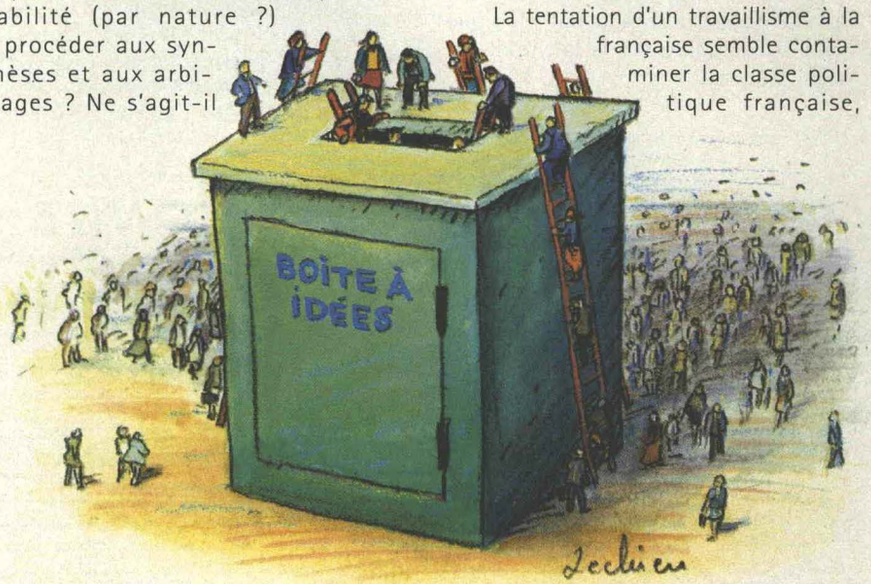
Les gouvernements et les majorités politiques n'ont-ils pas peu à peu changé leur demande face aux organisations syndicales ?

Reconnus d'abord et appréciés (même différemment) en tant que porte-parole des aspirations des salariés, en tant que baromètres de l'efficacité des politiques mises en œuvre, en tant que signaux d'alarme des difficultés éventuelles, en tant qu'éléments de régulation sociale, les syndicats se sont vu reconnaître, en théorie au moins, une indépendance qui garantissait la fidélité même de l'effet de retour qui leur était demandé.

N'est-on pas passé de cette conception à la tentation du politique de demander au syndicalisme une connivence avec sa propre orientation, un effet de relais avec les mesures gouvernementales mises en œuvre ?

Dans cette conception encore implicite, mais de plus en plus revendiquée, l'indépendance du mouvement syndical devient un obstacle.

La tentation d'un travaillisme à la française semble contaminer la classe politique française,



alors même que la conception de la courroie de transmission s'effondre à l'Est et marque le pas à l'Ouest.
C'est pourquoi il me semble ne pas y avoir de reprise de dialogue fructueuse entre les forces politiques et le syndicalisme qui ne se fixe pour règle absolue l'indépendance et l'autonomie de l'un par rapport à l'autre.

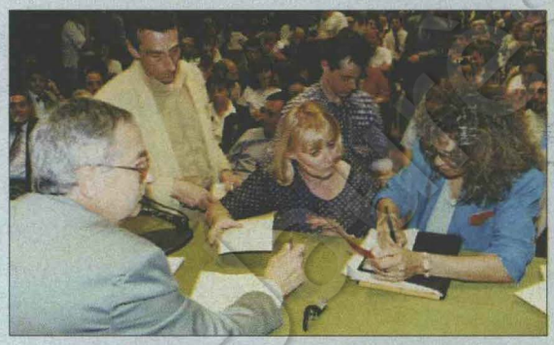
II - Pour "refonder le système éducatif", partager l'aventure du savoir.
Interrogeant ses militants et ses sympathisants sur les valeurs susceptibles de re-fonder notre système éducatif, les documents préparatoires aux Etats généraux du Parti socialiste proposent des valeurs fortes : l'égalité des chances et l'identité nationale qui ont ceci de commun d'être à la fois "incontournables" mais, pour autant, non spécifiques à la sphère éducative.
Ne faudrait-il pas aussi proposer, d'abord et fondamentalement, une réflexion sur le savoir, tout simplement ? La découverte du monde, l'effort pour tenter d'en comprendre les règles de fonctionnement, l'habitude de développer en soi sa part d'intelligence humaine, sont-elles des valeurs dépassées ? Le savoir ne reste-t-il pas l'une des aventures les plus fortes qu'on puisse proposer à une génération ?
Et que, de cette aventure, soient écartées des parts entières de la jeunesse reste un scandale social, non seulement en termes d'égalité des chances, mais parce que cela reste un crime contre l'esprit.
L'accès au savoir en soi reste, à mes yeux, une des valeurs fondatrices d'un projet de progrès. C'est au nom de cette valeur qu'il faut interroger non seulement l'échec scolaire mais même certaines voies de réussite et les modèles identificatoires auxquels elles renvoient. Derrière le débat plus que jamais d'actualité sur la laïcité, il y a aussi tout cela. ■

Michel Deschamps est secrétaire général de la FSU.

■ ETATS GENERAUX DU VAL-DE-MARNE ■

Pour un parti plus ouvert

Trois cents militants et sympathisants se sont réunis lundi soir, à Cachan. Un travail collectif et constructif autour de nombreuses idées.



Une belle mobilisation pour ce département, où l'ensemble des sections avaient transmis des propositions de réforme. Ces contributions ont fourni une copieuse matière première aux cinq tables rondes constituées autour des thèmes clefs : parti, bilan, identité-projet, stratégie et alliance, Europe.

FORMER LES MILITANTS AU DIALOGUE

Dans chacune des tables rondes, la discussion fut vive et animée. Par exemple, dans celle concernant le parti, conduite par Serge Lagauche et Yves Colmou, membres du bureau fédéral, les participants se sont prononcés pour un parti plus à l'écoute de la société, à l'écoute de ses militants, et plus ouvert. "Nous devons retrouver le vrai militantisme, insista une personne. Descendre dans la rue, ne pas faire des réunions d'appartement uniquement pendant les périodes électorales." "Y a t-il une méthode de dialogue ?", s'interrogea une autre. Ne faut-il pas former les militants ?"
La discussion s'orienta ensuite sur le mode de scrutin, sur la limitation des mandats, les élus, le rôle du Parti dans l'exercice du pouvoir et l'influence des courants. Et, sur ces thèmes, les avis furent souvent divergents. Certains souhaitaient que "les candidats soient désignés sur leurs objectifs et reviennent régulièrement devant les militants pour faire le point." D'autres voulaient un mandat unique. D'autres, encore, ont insisté pour que le Parti "ait une fonction qui ne soit pas seulement de porter un candidat au pouvoir." Tous, enfin, refusèrent un changement de nom.

UN REMPART CONTRE LA XENOPHOBIE

Réunis ensuite en séance plénière, les participants ont entendu les synthèses des rapporteurs. "Un bilan plutôt mitigé et une responsabilité collective, rappela David Bohbot. Un électorat déçu parce que nous n'avons pas trouvé de solution au chômage. Et un parti trop dépendant du gouvernement." Concernant la stratégie, "il faut déterminer nos marques, définir un programme clair et retrouver l'imaginaire, précisa Laurent Duteil. La table ronde "identité et projet" avait mis l'accent sur la défense des droits de l'homme et sur une nouvelle citoyenneté passant par la responsabilité et non par l'assistanat. Quant à celle chargée de l'Europe, elle proposa, entre autres, des Etats généraux socialistes à l'échelle européenne, insistant sur le besoin urgent d'une idéologie européenne qui puisse être un rempart contre la xénophobie et la montée du racisme.

UNE DESIGNATION DE DELEGUES MOUVEMENTEE

Le débat général qui suivit fut ponctué de réflexions sévères et pertinentes. Une militante s'exprima sur la place des femmes dans le Parti. "J'ai 58 ans et je milite depuis 1973. Quand je me suis présentée pour être maire, on m'a trouvée laide et vieille. Quand mes camarades jeunes et belles se sont présentées, on les a trouvées provocantes. Nous sommes au XXe siècle, mes camarades, il faut vous reveiller !" Un jeune militant s'etonna de ne pas avoir une seule fois entendu parler de la Yougoslavie dans les débats. "Si on ne pose pas les questions, on ne peut pas trouver les réponses." L'élection des trente-quatre délégués pour les Etats généraux nationaux succéda aux interventions. Cette partie de la soirée fut plus mouvementée, la salle ne comprenant pas bien comment la liste proposée avait été préparée. Patrick Sève, le premier secrétaire fédéral, rappela qu'il fallait trouver des équilibres. Les propos furent parfois un peu vifs, mais la liste, légèrement transformée, put être élue.

C.L.

C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

A RENVOYER A : "VENDREDI", SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07, ACCOMPAGNE, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHEQUE A L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER A JOINDRE VOTRE BANDE ADRESSE.

Nom ..... Prénom ..... Adresse .....
..... Code postal ..... Ville .....

"Vendredi" l'hebdo
Abonnement 1 an : 270 F
DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"
Abonnement 1 an : 350 F
DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F
Institutions : 700 F

☐ Veuillez abonner de ma part
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

☐ Veuillez abonner de ma part
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

Erratum

La Cimade, dont nous avons publié une tribune dans notre n° 191, souhaite donner les précisions suivantes. Ce que nous faisons volontiers.

1) La Cimade se définit comme un service œcuménique d'entraide qui lutte et défend les droits des étrangers et non comme une organisation caritative protestante.

2) Il faut bien lire dans le titre "le droit des étrangers à avoir des droits" et non le "le droit des chômeurs..." comme nous l'avions écrit par erreur.

3) Nos lecteurs qui le souhaitent peuvent joindre la Cimade au 176 rue de Grenelle, 75007 Paris. ☎ 44.18.60.50.

Invité étranger : Piero Fassino

"Dans chaque pays, les difficultés sont spécifiques"

En Italie, les élections municipales ont confirmé l'effondrement des partis traditionnels. Le PDS (ex-PCI) enregistre un succès notable dans le Nord et le centre, à Turin, Ancône et Ravenne. Entretien avec Piero Fassino, l'un de ses dirigeants.

Partout, en Europe, la gauche est en crise. Pourquoi ?

1989, c'est la ligne de partage, la fin d'une époque, à l'Est comme à l'Ouest. Aujourd'hui, la gauche doit redéfinir les repères fondamentaux de son identité sociale et de son programme politique. A l'Est, la crise du communisme a balayé, pour l'instant, toute crédibilité à gauche. A l'Ouest, elle traverse une crise non moins profonde. Pour des raisons structurelles. Au cours de ces dix dernières années, l'Europe occidentale a été touchée par une restructuration économique et sociale qui a bouleversé, en profondeur, les points de références sur lesquels la gauche avait appuyé toutes ses expériences politiques et sociales. En particulier, c'est une période précise qui s'est brisée : celle des investissements qui, ajoutés aux investissements, donnaient davantage d'emplois, de revenus, plus de consommation et, enfin, une croissance généralisée. Pendant un siècle, c'est à l'intérieur d'un tel contexte que le mouvement ouvrier a fondé tous ses instruments de lutte politique et sa culture. Ces dix dernières années, cette période s'est achevée. Les investissements, surtout en nouvelles technologies, augmentent la capacité productive mais réduisent l'emploi. D'autres contradictions se sont ajoutées. Le "welfare-state" a été mis en difficulté par l'émergence de besoins individuels. Une troisième question, enfin, le développement et l'impact sur l'environnement. Je suis allé personnellement en Sicile pour une manifestation contre une industrie polluante. Vingt ans auparavant, même place, même parti, on luttait pour la construction de la même industrie. Tout cela a mis en difficulté la gauche. Elle doit repenser une nouvelle identité. Naturellement, en Europe, dans chaque pays, les difficultés sont spécifiques, mais le fond est le même...

En Italie ?

Ici, tout devient plus compliqué à cause d'une structure économique plus faible, d'un appareil administratif désastreux, un véritable cancer, comme le démontrent en ce moment les enquêtes sur la corruption. Il y a, en plus, une particularité. Nous avons toujours eu une gauche arithmétiquement très forte, au-delà de 40% voire 50%, mais qui n'a jamais été un sujet politique parce qu'elle a toujours été divisée entre celle de gouvernement et celle qui est restée dans l'opposition. Cette force arithmétique a été une faiblesse politique. Aujourd'hui, la gauche est touchée directement par le bouleversement formidable qui traverse le pays. Le PSI n'existe pratiquement plus. Le PDS va mieux, comme vient de le montrer le second tour des élections municipales, simplement parce que nous avons eu la force de changer avant. Les autres font maintenant ce que nous avons eu le courage de faire en 1989. La gauche d'opposition, les néocommunistes de Rifondazione comunista, risquent de rester enfermés dans leur ghetto de l'opposition. Ceux qui sont prêts à accepter de faire face à une crise d'identité ont plus de difficultés que ceux qui se contentent de dire que "tout allait mieux avant". Bref, la gauche italienne est très fragmentée : il nous faut surmonter cette division, sur la politique et le programme.

La nouvelle loi électorale en discussion en ce moment pousse-t-elle vers des convergences ?

Ce sont surtout les comportements culturels qui doivent changer. La vraie question politique italienne -un parti au pouvoir depuis près de cinquante ans- est celle de l'alternance. Aujourd'hui, la gauche, avec le système majoritaire, peut prétendre gouverner le pays. Mais elle doit avant tout construire son unité. Une condition est préalable : aucune force ne doit penser à la représenter à elle seule. Humilité et intelligence doivent nous amener à nous mettre autour d'une table et nous confronter sur candidats et programmes. Je pense à une confédération de la gauche inspirée par les principes du socialisme démocratique et fondée sur un programme crédible pour gouverner l'Italie avec des hommes nouveaux. Qui peut en faire partie ? Dans cette phase, il faut partir sans a priori. Il faut refonder la gauche culturellement et politiquement, tous autour d'une table. Pour nous, la seule discrimination vise ceux qui nous proposent encore trente ans d'opposition. Nous voulons une confédération avec ceux qui veulent gouverner.

Propos recueillis par Salvator Aloise



▲ *Piero Fassino (à gauche) en compagnie de Achille Occhetto.*

Passer de la cotisation chômage à la cotisation emploi

"Cessons de penser que le rôle de l'entreprise est de créer des emplois. Sa vocation est de créer des richesses."
"Le seul vrai partage possible est celui du revenu, à partir d'un certain niveau."
Propositions de Jean-Claude Boulard, responsable aux affaires sociales.

Actuellement, au plan national, 150 milliards de F sont consacrés au financement du chômage. 150 milliards, cela correspond à 1,5 million de personnes payées au SMIC, charges comprises. L'idée que le chômage constitue un phénomène temporaire a conduit à financer massivement l'inactivité. Il faut aujourd'hui passer progressivement du financement de l'inactivité à celui de l'activité.

Il convient, tout d'abord, d'atténuer la frontière entre financement de l'emploi par le marché du travail et financement hors marché par la solidarité. Pour avancer sur la voie de la réduction de la durée du travail comme levier de création d'emplois, il faut partir de la réalité : des millions de petits salariés n'ont rien à partager, des milliers de PME ne peuvent, sans risque, supporter cette réduction. A cet égard, les accords où les salariés, devant une menace de licenciement, acceptent une réduction des salaires pour éviter de perdre leur emploi ne doivent pas être la référence.

Des systèmes de compensation du coût de cette réduction doivent être trouvés. Ainsi, une entreprise qui embauche, à la suite d'une réduction de la durée de travail, devrait bénéficier, sur la base d'une convention avec l'ASSEDIC et l'Etat, d'une aide compensatrice.

Ce mécanisme pourrait se mettre en place par extension du dispositif actuel de financement du chômage. Il conduirait à introduire, dans la masse salariale de l'entreprise, une part de financement hors marché. Il conviendrait également d'autoriser, dans la limite du montant SMIC, le cumul entre salaire à temps partiel et allocation chômage.



FINANCER DES EMPLOIS HORS MARCHE

La seconde possibilité de redéploiement des fonds actuellement affectés au financement de l'inactivité concerne les emplois sanitaires, sociaux, de sécurité publique, de protection de la nature. Plutôt que payer des gens au chômage, mieux vaudrait financer des emplois dans le cadre de la solidarité nationale. Il existe des besoins considérables d'activité auxquels il ne peut être répondu que par un financement dans le cadre de la solidarité nationale : aides à domicile, assistants sociaux, îlotiers de sécurité, agents de protection de la nature...

Ainsi, la cotisation chômage se transformerait-elle en cotisation emploi et rendrait la solidarité plus facile à comprendre et à accepter. Elle permettrait de poser plus clairement la question du partage du revenu pour l'emploi. Dès lors, on pourrait débattre de l'éventualité d'instaurer une cotisation emploi progressive au-delà, par exemple, de trois fois le SMIC. Le partage de l'emploi n'a pas de sens (sauf celui d'une menace) pour des millions de salariés n'ayant rien à partager. Le partage du revenu, au-dessus d'un certain niveau, pour financer l'emploi, a un sens : celui de la solidarité.

Il n'est pas plus coûteux de payer les gens en activité que de les indemniser en chômage. La productivité sociale d'un tel système serait plus grande, puisqu'elle déboucherait à nouveau sur des cotisations sociales et des productions de richesse.

A côté d'une conception quantitative de l'amélioration du niveau de vie réservée à ceux qui travaillent, se mettra en place une conception qualitative résultant de l'accroissement des emplois touchant aux relations des hommes entre eux, à leur sécurité, leur santé, leur intégration, leur environnement. Payer pour ce type d'emploi deviendra une autre manière d'améliorer son niveau de vie. Et de l'améliorer de manière solidaire. ■

L'AVENIR DE L'EUROPE A COPENHAGUE

l'emploi au cœur des débats

Croissance et emploi ont été les sujets dominants de la réunion des dirigeants du Parti des socialistes européens (PSE).

Depuis sa naissance à La Haye, en novembre 1992, le PSE a pris l'habitude de réunir ses dirigeants avant chaque échéance importante pour la Communauté européenne. C'est sous l'impulsion de Willy Claes, ministre belge des Affaires étrangères et président du PSE, que les socialistes européens, à l'instar de ce que les démocrates-chrétiens font depuis longtemps, cherchent à renforcer leur cohésion et adopter des positions communes pour peser de façon efficace sur l'avenir de la CE.

Ainsi, à Copenhague, à l'invitation de Poul Rasmussen, premier ministre social-démocrate danois et président en exercice de la CE, outre Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, Michel Rocard et Gérard Fuchs pour le PS français, John Smith, chef de Labour Party, Franz Vranitzky, le nouveau chancelier autrichien, Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, Ingvar Carlsson, ancien premier ministre sudédois, Achille Ochetto, chef du PDS italien et les dirigeants des partis grecs, irlandais, néerlandais, allemand, norgévien, finlandais, italien, luxembourgeois, ont débattu -en présence de Jacques Delors- de la situation économique et sociale dans la CE.

Très préoccupés par la récession et la montée du chômage, ils ont déterminé en commun ce qu'ils attendaient du Conseil européen dans ce domaine. Dans leur déclaration, les responsables du PSE ont appelé "les pays de la Communauté à se mettre d'accord sur plus de croissance et d'emploi." Mettant l'accent sur la nécessité de renforcer l'initiative communautaire de croissance adoptée par les Douze à Edimbourg, en décembre 1992, ils préconisent "la coordination des initiatives nationales de relance". Parmi les propositions figurent aussi "le développement d'une politique industrielle communautaire et de politiques de l'emploi, le lancement rapide de négociations avec les partenaires sociaux pour définir une meilleure répartition du travail et l'instauration de relations commerciales entre pays développés loyales et fondées sur des concessions réciproques de toutes les parties."



▲ *François Mitterrand et Helmut Kohl au Conseil européen, le 21 juin, à Copenhague.*

Michel Rocard a expliqué qu'il ne croyait plus que le retour à une croissance plus forte suffise à lui seul à résoudre la question du chômage. Constatant que les progrès de la productivité produisent aujourd'hui dans l'industrie, et bientôt dans les services, les mêmes effets qu'hier dans l'agriculture, il a invité les socialistes européens à un "décrochage culturel" et à réfléchir à "un autre modèle de distribution de l'activité et des revenus." Evoquant les négociations du GATT, il a estimé que, face à l'inégalité du commerce international, notamment en matière de coût de production, le refus justifié du protectionnisme ne devait pas empêcher les socialistes de "faire preuve d'audace" pour préserver nos systèmes sociaux menacés. Des propos qui ont commencé à ébranler certains dirigeants présents, alors que ces analyses ne font pas l'unanimité au sein du PSE. Mais l'enjeu du débat est tel désormais que Willy Claes a proposé la tenue d'un séminaire des dirigeants du PSE sur ces thèmes, à la fin de l'été.

Des propos, en revanche, proches de ceux tenus par François Mitterrand souhaitant que les Douze appliquent, selon les règles du traité de Rome, une certaine "notion préférentielle" entre les membres de la Communauté, "une façon de se défendre ensemble tout en acceptant de discuter avec les partenaires extérieurs pour élargir les zones du marché et pour que les lois du marché soient acceptées."

Le débat ne fait que commencer. Mais de son issue dépendra vraisemblablement la survie de l'identité européenne et de son modèle de développement.

Ghislaine Toutain

AU CONSEIL EUROPEEN

Comme on pouvait s'y attendre, le Conseil européen a consacré l'essentiel de ses travaux à la relance économique et à la Bosnie.

Introduit par Jacques Delors, le débat sur la gravité de la situation économique et sociale dans la CE a permis aux Douze de confronter leurs approches, pour certaines différentes, des solutions à apporter. Encore une fois, John Major n'a pas hésité à sacrifier la protection sociale sur l'autel du libre-échangisme alors que François Mitterrand plaidait en faveur d'une "préférence communautaire" qui fait lentement son chemin chez les Douze.

Bien accueilli, le rapport du président de la Commission -qui a été chargé de présenter un livre blanc au sommet de décembre sur la stratégie de croissance à plus long terme- a servi de base à l'adoption des décisions pour relancer l'économie : baisse des taux d'intérêt, déblocage anticipé des fonds structurels destinés aux pays en difficulté (1.000 milliards de F, soit trois fois le plan Marshall), augmentation du mécanisme financier de l'initiative européenne de croissance, relance des négociations du GATT.

François Mitterrand s'est déclaré plus optimiste après le sommet qu'avant, notamment sur le volet agricole du GATT, auquel le communiqué final fait référence et qui n'apparaît plus comme un "texte sacré".

Un message positif a été envoyé aux pays de la l'AELE candidats à l'adhésion et aux pays de l'Europe de l'Est.

La déclaration sur la Bosnie appuie la politique de l'ONU, et promet "des hommes et de l'argent". L'idée d'armer les musulmans, soutenue par les Allemands, n'a finalement pas été retenue.

La satisfaction était à l'ordre du jour, même si le "caractère politique" du sursaut auquel le président français a appelé ses partenaires ne les a pas encore vraiment convaincus. Même si, selon lui, une "amorce de redressement moral" s'est dessinée à Copenhague.

l'Organisation des Nations Unies à la recherche d'une nouvelle identité

A l'approche de son cinquantième anniversaire, l'organisation internationale traverse une délicate crise de croissance.

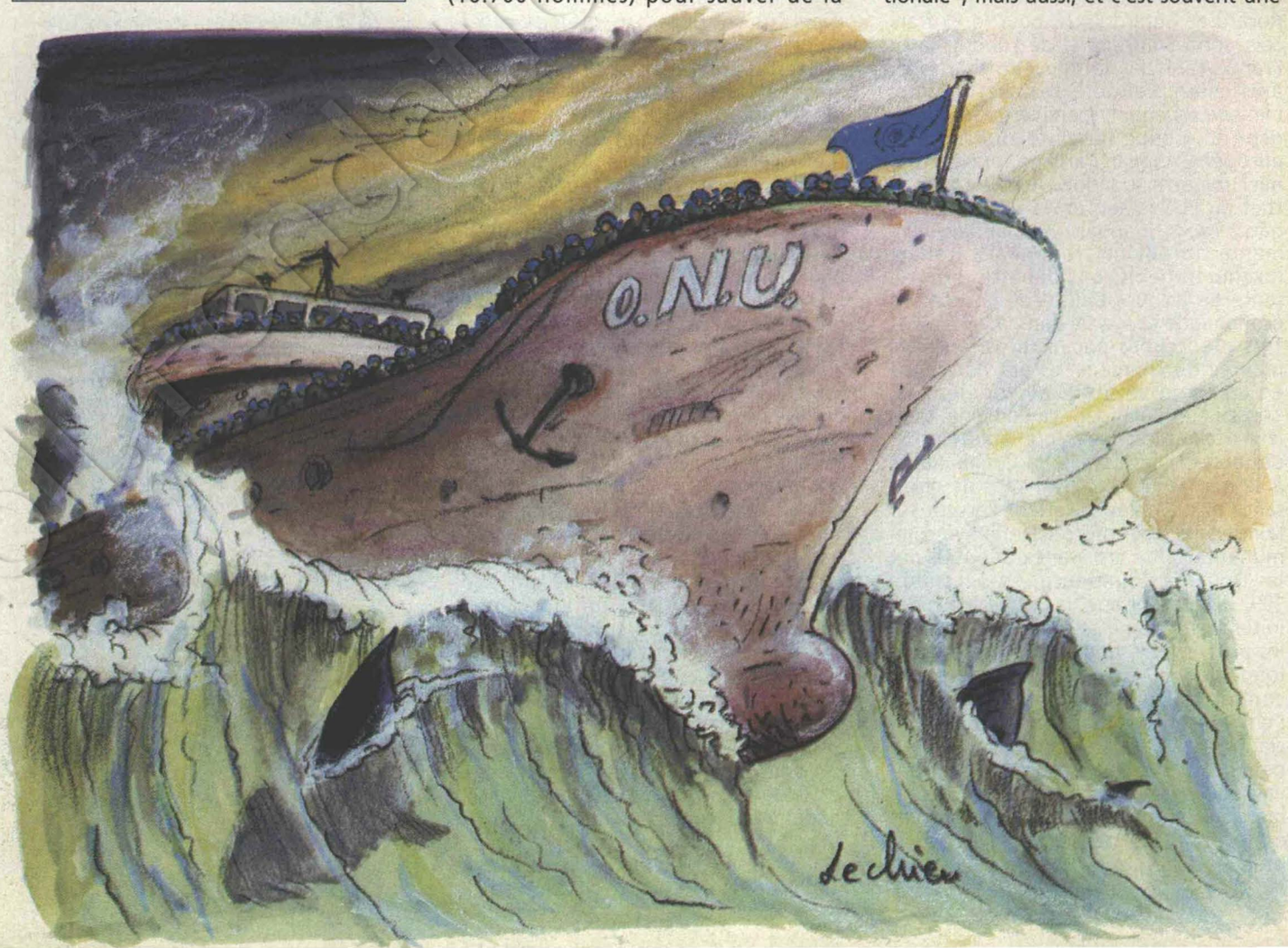
Emancipées de l'affrontement systématique et sclérosant entre les deux blocs au sein du Conseil de sécurité, les Nations Unies ont retrouvé ces dernières années une nouvelle marge de manœuvre, symbolisée par l'augmentation importante, dans les années 90, des interventions des Casques bleus. Les effectifs des Casques bleus, créés en 1956 à l'occasion de la crise de Suez, atteignent 62.000. Outre leur rôle traditionnel, à Chypre, au Liban ou dans les territoires occupés, les Nations Unies sont maintenant présentes en Amérique centrale (Salvador), au Sahara occidental, en Angola, au Mozambique, au Cambodge pour assurer la réalisation du processus de paix, en Yougoslavie (22.900 hommes et 7.600 nouveaux prévus) pour empêcher le développement de la guerre, assister les réfugiés et protéger l'aide humanitaire, et en Somalie (16.700 hommes) pour sauver de la famine 300.000 personnes vivant sous la terreur de bandes armées. Il faut se réjouir de voir reconnue, dans de nombreuses régions de la planète, l'autorité de l'ONU, si souvent battue en brèche depuis sa fondation, en 1945. Mais l'ONU n'est malheureusement pas toujours en mesure de remplir correctement ses nouvelles obligations, tant son rôle et la situation politique ont évolué depuis la Seconde Guerre mondiale.

LA NAISSANCE DE L'ONU

Dès le 1er janvier 1942, en plein conflit mondial, les pays alliés s'engagent à élaborer un système de sécurité collective pour les temps de paix. Le projet prend forme à l'automne 1944, lors des négociations que les deux puissances anglo-saxonnes engagent successivement avec l'URSS et la Chine. La France n'est pas invitée. Les points en suspens (représentation de l'URSS, modalités de vote au Conseil de sécurité) sont réglés à Yalta. Dès lors, la conférence chargée de préparer la charte de l'organisation peut se tenir à San Francisco à partir du 25 avril 1945.
La charte signée le 26 juin 1945, à San Francisco, affirme, dans son préambule, la volonté des Nations Unies de "préserver les générations futures du fléau de la guerre". L'article 1 définit les principes qui doivent guider l'action des Nations Unies. Il s'agit, bien sûr, de "garantir la paix dans le monde et la sécurité internationale", mais aussi, et c'est souvent une

L'ORGANISATION AUJOURD'HUI

L'Organisation des Nations Unies comprend 181 Etats membres qui constituent l'Assemblée générale et disposent chacun d'une voix. L'Assemblée, qui vote le budget et élit les membres non permanents du Conseil de sécurité, ne peut adopter de recommandation sur une question touchant à la paix et à la sécurité tant que le Conseil de sécurité s'en trouve saisi (article 12). Cela limite beaucoup sa marge de manœuvre. Sur recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale élit le secrétaire général. Depuis le 1er janvier 1992, l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali, soutenu par la France lors de l'élection, occupe cette fonction. Plus haut représentant des Nations Unies, disposant de 25.000 fonctionnaires, sa mission consiste à attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les causes éventuelles de conflit, à lui soumettre des propositions, à interpréter la situation internationale et à inscrire dans la réalité les décisions de l'organisation.
Le Conseil de sécurité est le vrai maître du jeu. Il se compose de quinze membres dont cinq, la Chine, la France, la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, sont des membres permanents, disposant du droit de veto. Les autres sont élus pour deux ans par l'Assemblée générale, sous l'autorité de laquelle est placé le Conseil économique et social qui coordonne l'action de dix-neuf organisations intergouvernementales dans le domaine de l'éducation (UNESCO), de la santé (Organisation mondiale de la santé), de la monnaie (Banque mondiale, Fonds monétaire international), des tarifs douaniers, du commerce (GATT), des télécommunications... La Cour internationale de justice tranche les litiges entre Etats, à la demande de ces derniers.



dimension méconnue de l'action de l'ONU, de "mettre en œuvre une coopération internationale pour résoudre les problèmes de nature économique, sociale, culturelle et humanitaire."
La charte édicte un certain nombre de règles destinées à éviter les hostilités : la renonciation des Etats membres à l'emploi de la force, l'obligation de recourir à des modes de règlement pacifiques pour résoudre leurs différends, le devoir de prêter assistance à l'organisation dans toute action préventive ou coercitive contre un agresseur. C'est sur la base de l'article 42 du chapitre VII que le Conseil de sécurité peut décider l'emploi de la force pour faire appliquer les recommandations de l'ONU.
Le fonctionnement de l'appareil onusien est le reflet de la situation politique et diplomatique de 1945 qui n'est plus celle des années 90. D'autres puissances, non représentées au Conseil de sécurité comme membres permanents, ont émergé. C'est le cas, notamment, de l'Allemagne et du Japon, qui financent respectivement 9% et 10% du budget onusien...

DE LA GUERRE FROIDE AUX ANNEES 90 : LA NECESSITE DES REFORMES

Dès 1947-1948, la guerre froide vient ruiner l'édifice construit par les rédacteurs de la charte. On assiste à une division du Conseil de sécurité rendant inopérante l'idée d'un "gouvernement international", en raison de l'utilisation systématique de son droit de veto par l'URSS (lors de l'affaire coréenne puis intervention en Hongrie) qui dessaisit le Conseil de sécurité de toute autorité. La crise de Suez va être l'occasion de transformer le secrétariat général de l'ONU en véritable exécutif. Dag Hammarksjöld, alors secrétaire général, imagine le mécanisme de l'opération de maintien de la paix, exécutée par les forces d'urgence des Nations Unies, dites Casques bleus.
Ces types d'opération montreront leurs limites dans deux affaires : celle de Suez, en 1956, et surtout celle de l'ex-Congo (Zaïre), en 1960-1964. A partir de cette époque, l'ONU va être incapable de jouer son rôle en matière de maintien de la paix, qu'il s'agisse des conflits du Biafra et du Bengla-Desh ou du Viêtnam. Il faut attendre la seconde moitié des années 80 et l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, en 1985, pour que les choses changent. Ce mouvement, dont la conférence de Paris sur la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), en novembre 1990, marque un temps fort, et l'effondrement du monde communiste, mettront un terme à quarante-cinq ans de guerre froide. Les Etats-Unis et l'URSS annoncent, le 3 novembre 1989, au siège de l'ONU, qu'ils s'engagent à améliorer son efficacité. Comme le constate lui-même Boutros Boutros-Ghali, "La guerre froide étant achevée, les vetos ont pris fin" (1).

SERBIE

UNE POLITIQUE INTERNATIONALE QUI PUNIT LE PEUPLE ET RENFORCE MILOSEVIC

Milosevic se sent assez fort pour bafouer les règles de la démocratie. Au point de "réalisme" où elles en sont, les puissances occidentales estiment qu'elles ne peuvent se passer des services du régime de Belgrade, laissant au temps le soin de régler les problèmes qui se poseront plus tard. C'est le point de vue de Vidosav Stevanovic.

Comment annalysez-vous la situation en Serbie ?
Jusqu'à présent, la plupart des Serbes de Serbie ne se sont pas engagés en faveur de la guerre. Celle-ci a été l'affaire de la fraction majoritaire de l'ancienne armée fédérale, devenue armée serbe, et de milices issues des milieux ultranationalistes et de la pègre, qui ont partie liée.
Les Serbes de la Krajina et de Bosnie-Herzégovine ont été enrôlés sur place et équipés par les autorités de Belgrade. Mais Milosevic entend bien faire endosser sa politique par l'ensemble de la Serbie en l'entraînant tout entière dans la guerre : le Sandjak, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine lui offrent un large éventail de champs de bataille futurs.

On ne voit pourtant pas les signes que les Serbes de Serbie aient opposé une résistance très active à la guerre...
Il ne faut pas oublier les refus massifs de répondre aux appels à l'armée. Mais il est vrai que l'opposition n'a pas su se constituer en une force politique capable de proposer une solution de rechange claire aux objectifs communs à Milosevic et aux autres courants nationalistes. Cette absence de perspective a provoqué un découragement qui a conduit à une très forte émigration. Environ 400.000 jeunes gens, en général d'un haut niveau d'instruction, sont partis. En outre, la lutte pour la subsistance, qui est devenue l'obsession principale de la population, ne favorise pas la libre réflexion des citoyens ni un engagement politique lucide et efficace. C'est ainsi que Milosevic a pu manœuvrer l'opposition, la diviser, la pénétrer, pour, finalement, la décapiter en la personne de son dirigeant le plus intransigeant, Vuk Draskovic, actuellement emprisonné, après avoir été tabassé, avec son épouse et trente-deux membres de son parti. Milosevic ne tardera pas à disposer de l'opposition obéissante qu'il souhaite.

N'y aurait-il alors d'autre moyen d'empêcher l'extension de la guerre que l'intervention extérieure ?
Sans doute, mais pas du genre de celle qui est actuellement pratiquée ou parfois envisagée. J'écarte par principe toute guerre, c'est-à-dire toute intervention militaire. Mais même l'embargo, tel qu'il est actuellement appliqué, est contre-productif s'il s'agit bien de faire tomber le régime en place. La politique de la communauté internationale a ceci de paradoxal qu'elle punit le peuple et renforce Milosevic. Le peuple subit seul les conséquences du blocus et Milosevic se voit reconnu, sinon félicité, comme interlocuteur obligé et coopérant dans les négociations qu'on affecte de poursuivre. Il en ressort que la communauté internationale pénalise tout un peuple et non son régime.
Je propose au contraire qu'on permette aux gens de vivre et qu'on rende intenable l'existence de Milosevic et des siens en les isolant complètement sur la scène internationale. Que l'on cesse de dialoguer avec eux, que l'on poursuive les responsables des crimes de guerre, que l'on vienne en aide à l'opposition démocratique par tous les moyens, que l'on crée et renforce des médias indépendants. C'est ainsi que l'on viendra à bout de ce régime, dont la chute préluderait immanquablement à celle de son homologue de Zagreb et ouvrirait la possibilité d'une réelle négociation entre les peuples de l'ancienne Yougoslavie.

Propos recueillis par Maurice Lazar

Vidosav Stevanovic, éditeur, romancier, a été l'un des très rares intellectuels serbes qui ont perçu et dénoncé les dangers de la politique de Milosevic, dès le moment où il a lancé, en 1987-1988, la campagne nationaliste de masse qui a mené à la désintégration de la Yougoslavie. En exil à Athènes, puis à Paris, il vient de publier, chez Belfond, "La Neige et les chiens", œuvre littéraire qui en dit plus sur la folie meurtrière des tueurs qui anéantissent la Bosnie que bien des analyses savantes.

De 1945 à 1988, treize opérations de maintien de la paix avaient été lancées par l'ONU. Depuis cette date, le chiffre a plus que doublé. L'ONU est de plus en plus appelée à intervenir dans les conflits. Mais les critiques se multiplient : impuissance, incapacité à rétablir la paix en Bosnie et au Cambodge. En Somalie, les questions portent sur l'intervention militaire des Casques bleus et l'hostilité qu'elle suscite. La remise en orbite de l'ONU et les difficultés auxquelles l'organisation est confrontée posent clairement la question de son fonctionnement et des nécessaires réformes.
La réflexion doit porter sur la composition du Conseil de sécurité, critiqué, notamment, sur le droit de veto des membres permanents. Peut-on aujourd'hui faire l'impasse sur l'Allemagne, le Japon, puissances économiques, sur les grandes puissances démographiques, qui sont également des puissances régionales, comme le Brésil, l'Inde et le Nigeria ? Le Conseil de sécurité ne doit-il pas mieux refléter le vrai visage du monde en donnant au Sud la place qui lui revient ? En effet, si la Chine, lors de son entrée à l'ONU, le 26 octobre 1971, avait déclaré "représenter les intérêts du tiers monde", on sait que Pékin a, depuis, abandonné cette position.
Les réformes de l'ONU doivent sans doute également concerner les mécanismes de prévention, de décision et les moyens d'exécution des résolutions. La France propose la création d'une armée permanente d'intervention. De même le budget de l'ONU (4,1 milliards de dollars en 1992), dont 34,1% vont au maintien de la paix, 24,3% à l'action humanitaire, 17% à l'administration, 13,6% au développement économique, 7% à la protection de l'environnement, est-il suffisant et bien réparti ? Boutros Boutros-Ghali a récemment chargé Ingvar Carlsson, l'ancien premier ministre social-démocrate suédois, de lui remettre un rapport, dans les mois à venir, sur les réformes possibles. Ce n'est qu'après cette mutation en profondeur que l'ONU retrouvera un nouveau souffle. Mais le temps presse.

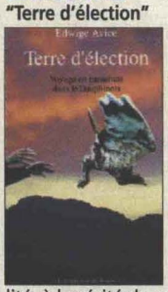
Jacques-Pierre Gougeon

(1) Boutros Boutros-Ghali, "Agenda pour la paix", Nations Unies, New York, 1992.

post-scriptum

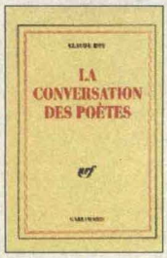


EDWIGE AVICE
"Terre d'élection"



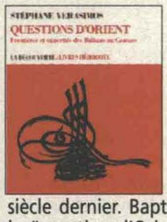
Edwige Avice s'est piquée au jeu. Ou, plutôt, parachutée au hasard d'une législative sur une terre inconnue, elle s'est trouvé captivée, capturée et, en fin de compte, ramenée à la réalité, à la vérité des gens et des choses. Pour agir en révélateur, ce pays de piémont et de montagnes : l'Isère, aux lisières de la Savoie -Chartreuse et Belledone- sept cantons et soixante-dix communes. Un terroir rude où les deux premières vertus sont l'estime réciproque et la tolérance. Ce beau carnet d'un itinéraire fécond est celui d'un ressourcement à la faveur d'un mandat parlementaire.
Presses universitaires de Grenoble, 290 p., 82 F.

CLAUDE ROY
"La Conversation des poètes"



"J'ai, écrit Claude Roy, toute ma vie prêté l'oreille à l'inépuisable conversation des poètes, jusqu'à ce moment où toutes ces voix merveilleusement différentes semblent n'en faire qu'une et où les poètes, dont aucun "ne dit pareil", semblent dire une seule chose, essentielle." Ce n'est pas ce qui est regardé qui définit la poésie, c'est le regard. C'est "Le Loup Pelagneau", le pont Mirabeau ou le petit pan de mur jaune, de La Fontaine, Apollinaire et Vermeer-Proust. Et Claude Roy prend son lecteur par la main à la recontre de quelques dizaines d'attrapeurs de poésie, de Théophile de Viau -jamais lu ni vu de cette manière- à Jacques Roubaud, le plus profus des poètes d'aujourd'hui.
Gallimard, 314 p., 130 F.

STEPHANE YERASIMOS
"Questions d'Orient"



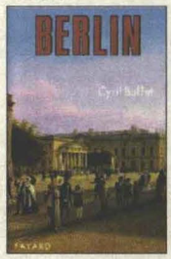
Le thème de cette étude historique -les frontières et les minorités des Balkans au Caucase- a été une des questions clefs des relations internationales au siècle dernier. Baptisée commodément la "question d'Orient", elle marqua le passage d'un empire pluriehtnique, l'Empire ottoman, à des Etats nationaux, une trentaine au total, et fut une des causes majeures de la Première Guerre mondiale.
Tensions et drames d'aujourd'hui s'expliquent largement par l'inachèvement de ce processus de formation, bien plus que par la disparition des dernières séquelles du communisme, qui apparaît comme une longue parenthèse, le gel -soixante-dix ans durant- de vieux démons renaissants.
La Découverte/Hérodote-Livres, 252 p., 135 F.

CLAUDE DUPUY ET JEAN-PIERRE GILLY
"Industrie et territoire en France"



Les dix dernières années ont été marquées par de profonds bouleversements des structures productives dans le monde. Dans le même temps, à l'intérieur de l'Hexagone, la mise en place de la décentralisation a suscité la naissance de multiples formes d'actions locales centrées sur l'innovation et les nouvelles activités. Ces deux évolutions renforcent la nécessité de coopérations entre tous les partenaires et conduisent l'Etat à jouer un nouveau rôle. Description des mutations et prospective.
Documentation française/Etudes, 220 p., 120 F.

CYRIL BUFFET
"Berlin"



L'histoire de Berlin est faite d'une série de ruptures violentes. Peu de villes ont été, comme elle, avec autant de brutalité, détruite dans ses murs et dans son âme à chaque fois qu'elle se retrouvait au faîte du rayonnement.
D'Albert l'Ours, premier margrave de Brandebourg, au début du XIIe siècle, à la chute du Mur, le jeudi 11 novembre 1989 à 18 h 57, neuf siècles de l'histoire d'une mégapole, sans cesse recommencée, où la violence et les idées s'entremêlent.
Fayard, 482 p., 160 F.



BEETHOVEN
"Premiers Quatuors à cordes"



Le Quatuor de Tokyo a bientôt un quart de siècle et deux de ses membres actuels faisaient partie de l'équipe originelle. Mais il a conservé, intact, son enthousiasme du départ et cette application talentueuse des instrumentistes japonais. La maîtrise technique est impeccable et le Quatuor de Tokyo est ainsi une des toutes premières formations mondiales.
Leur prestance et leur virtuosité conviennent à merveille aux six premiers quatuors que Beethoven avait écrits en arrivant à Vienne, en 1792, comme un défi lancé au pape de la musique du moment : Joseph Haydn. Ardeur, sensualité, véhémence admirables. Vivement recommandé.
RCA, 3 CD, 61284, 3 h 24", env. 420 F.

SCHNITTKE
"La Vie avec un idiot"



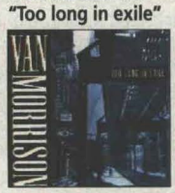
Alfred Schnittke est un compositeur russe établi à Hambourg depuis 1989 après avoir été, alors, en tant que dissident, déchu de la nationalité soviétique. Age de 59 ans, il a déjà une œuvre nombreuse, marquée de ce qu'il nomme le "polystylisme", et qui comprend, notamment, l'utilisation de nombreuses citations d'autres compositeurs, détachées de leur origine, de leur orchestration, mais reprises de telle sorte qu'il s'agit bien d'une écriture personnelle.
Ainsi dans cet unique opéra où l'on retrouve Chopin, "l'Internationale" ou "La Passion selon saint Mathieu". Plus que le livret, que l'on considèrera comme un simple prétexte, l'exercice correspond à ce que sont les collages en peinture et porte témoignage de l'écriture lyrique d'aujourd'hui. Belle direction de Rostropovitch qui en a été le commanditaire.
Sony classical, 2 CD, 52495, 1 h 54', 220 F. env.

RENAUD
"Cante el'Nord"



Au cas où vous l'ignoreriez encore, Renaud a enfilé la peau d'Etienne Lantier pour le prochain film de Claude Berry, "Germinal". Après plusieurs mois de tournage naquit, entre l'éditorialiste de "Charlie Hebdo" et les mineurs reconvertis dans la figuration de leur propre rôle, une grande et chaleureuse amitié ainsi qu'un solide accent ch'timi pour notre gouailleur qui s'illustre sur un album gai et révérencieux auprès de gens du Nord.
Virgin 788227, 44' 32, env. 130 F.

VAN MORRISON
"Too long in exile"



Ce n'est un secret pour personne, Van Morrison est tombé dans la marmite du rythm'n/blues lorsqu'il était petit. Cet Obélix irlandais en exploite aujourd'hui toutes les ramifications dans ce très bon album : jazz, rock, soul et blues.
Orgues Hammond obsédant, sax alto de Candy Dufler, guitare et voix de... John Lee Hooker !, vous apprécierez sans nul doute une nouvelle version, avec ce dernier, du célébrissime "Gloria" qui, à elle seule, justifie l'achat de ce disque.
Exile/Polydor 519219, 77' 34", env. 130 F.

CINEMA

"Mad Dog and Glory"

Wayne Dobie (Robert de Niro) est l'un des meilleurs enquêteurs de la police de Chicago. Grâce à son flair et à son sens de la déduction, il sait, d'un coup d'œil, classer et interpréter les indices. Mais il est tellement timide et lâche, qu'on l'appelle, par antiphrase, Mad Dog (chien enragé). Un parrain de la Maffia, dont il a, par hasard, sauvé la vie, lui voue une reconnaissance éternelle et lui offre, en cadeau, la ravissante Glory, pour une semaine de bonheur. Mais cela ne se passera pas comme prévu, car ce parrain n'a pas tous les pouvoirs !
John Mac Naughton (auteur du fameux "Henri, portrait of a serial killer") et Martin Scorsese, producteur habituel de De Niro, ont su réunir quelques bons acteurs. De Niro, dans le rôle de Wayne, est un être seul et désespéré, qui a trop longtemps refoulé ses frustrations intimes, et qui ressent péniblement le vide de sa vie, à tel point qu'il avoue préférer la mort à la solitude. Bill Murray, le parrain, très connu en Amérique pour ses rôles comiques, réussit très bien dans ce contre-emploi. Uma Thurman (la Volanges des "Liaisons dangereuses", de Stephen Frears) incarne Glory, la belle femme-objet, fragile et vulnérable, au service de deux hommes. Sans oublier l'inénarrable géant Mike Star, garde du corps obèse et bouli-mique.Comment Robert de Niro pouvait-il renouveler le rôle de flic qu'il a joué cent fois et dont le cinéma américain a donné mille exemples ? Par la parodie, en décalant un peu chaque scène par rapport au stéréotype que nous attendons. C'est donc bien plus une comédie satirique, une fable humaniste qu'un thriller.

C.P.



▼ Robert de Niro, Uma Thurman et Bill Murray.

PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

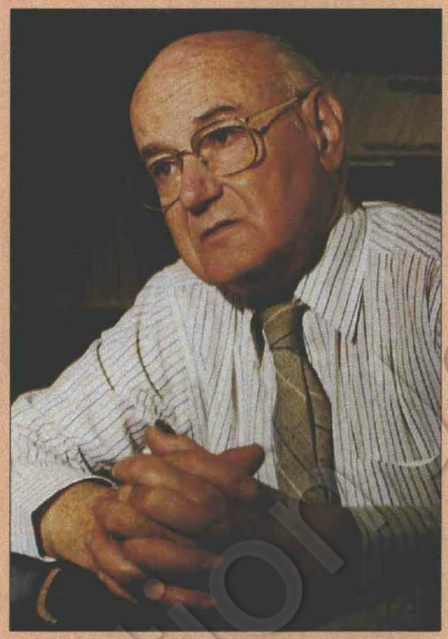
JACQUES RUFFIE

On pourra, demain, connaître, dès sa naissance, les maladies que l'on risque de présenter dans sa vie et les prévenir. Une véritable révolution ! Médecin, spécialiste de génétique des populations, professeur au Collège de France, Jacques Ruffié (1) présente ces avancées considérables qui posent cependant des problèmes éthiques.

Qu'est-ce que la médecine prédictive ? En quoi diffère-t-elle de la médecine préventive ?
La médecine préventive s'adresse à des sujets en apparence sains, qui n'éprouvent aucun malaise. Elle consiste à examiner systématiquement et régulièrement une série d'individus. Entrent dans ce cadre, la protection maternelle et infantile (PMI), la médecine scolaire, la médecine du travail. Elle permet, par exemple, de découvrir et de traiter précocement une hypertension avant le moindre trouble déclaré, un diabète discret, décelable par le seul dosage du sucre dans le sang...
La médecine prédictive intervient bien en amont, dès le début de la vie. Elle consiste à dresser le profil héréditaire (en quelque sorte, le tempérament biologique) d'un sujet pour savoir quels sont ses points faibles et ses points forts. On peut ainsi lui faire connaître son capital santé et l'amener à en assurer lui-même la gestion. En évitant les situations particulièrement agressives pour lui, en étant prudent dans son domaine à risque, un sujet peut se protéger des maladies auxquelles il est génétiquement particulièrement exposé.

Quels sont les principaux domaines d'application de la médecine prédictive ?
Les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension artérielle, en particulier. Celle-ci est due, notamment, à la mutation de certains gènes que l'on connaît, qu'on a localisés. Ces gènes participent au maintien d'une tension normale en agissant sur l'équilibre du sel dans la cellule, du cholestérol dans le sang et des hormones hypo ou hypertensives. Ainsi, si l'on découvre chez un enfant une mutation sur le gène commandant l'élimination du sel, il suffit de lui conseiller de manger peu salé pour lui éviter plus tard une hypertension. Autre exemple. On sait que le cancer du sein est lié à une anomalie situé sur le bras long du chormosome 17 (nous avons vingt-trois paires de chromosomes). Dans une famille où il y a eu plusieurs cancers du sein, on peut donc étudier ce chromosome 17 et faire savoir aux femmes de cette famille si elles sont particulièrement menacées ou non.

Dans certains couples, où l'un des partenaires est séropositif, au bout de nombreuses années, l'autre n'est pas contaminé. Y a-t-il une prédisposition à être protégé du virus du sida ?
On ne connaît pas encore de façon précise le détail des interactions entre l'agression du VIH et le génome (potentiel génétique) humain. Ces interactions sont probables. Sans doute expliquent-elles, au moins en partie, les différences constatées dans la durée d'incubation d'un malade à l'autre : certains séropositifs vivent plus de dix ans sans aucun trouble alors que d'autres passent rapidement au stade de sida déclaré. Ces interactions pourront amener, le jour où on les maîtrisera, à intervenir de telle façon que l'irruption du virus dans l'organisme fasse l'objet d'un blocage très précoce ou d'un rejet. Toutefois, l'extrême diversité génétique constatée dans l'espèce humaine fait que certains individus seront toujours plus réceptifs que d'autres. Quand on aura le moyen d'identifier ces individus à haut risque, on devra leur appliquer en priorité les mesures de prévention.



Notre état de santé est le fruit d'une dialectique permanente entre l'inné et l'acquis.

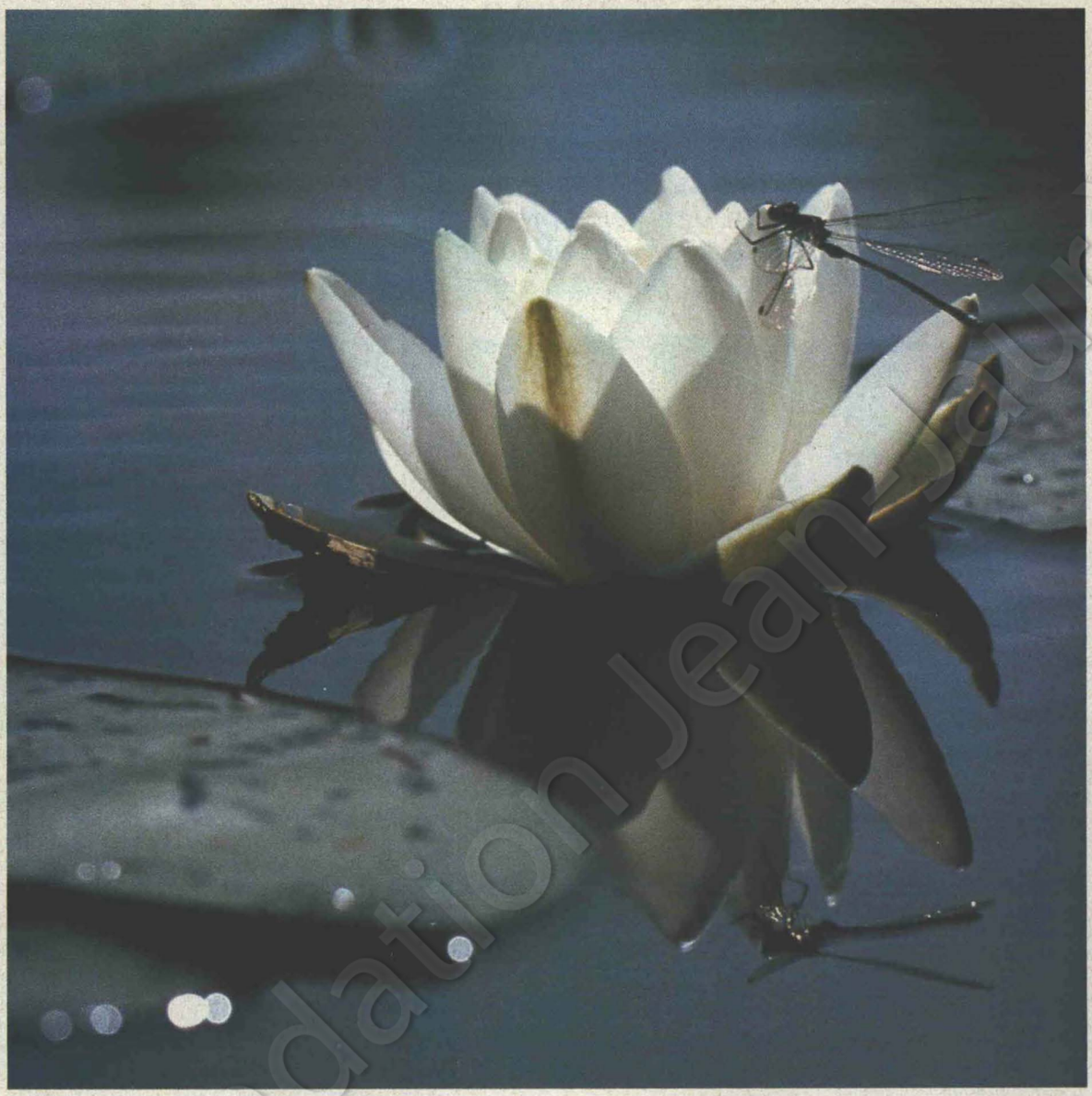
Certains sont donc plus sensibles que d'autres aux agressions extérieures. Patrimoine génétique et environnement sont-ils les deux mamelles de la médecine prédictive ?
Certainement. Presque toujours, la maladie est le résultat de facteurs héréditaires et d'agressions environnementales. Celles-ci sont nombreuses. Face à elles, chacun réagit à sa manière, selon ses capacités biologiques. Notre état de santé est le fruit d'une dialectique permanente entre l'inné et l'acquis. Nous allons bien lorsque notre milieu (au sens large : tant physique que biologique, alimentaire, microbien ou social) correspond à nos aptitudes. Dans le cas contraire, il se produit une désadaptation génératrice de tous les troubles.

Révéler à chacun dans sa vie, voire à la mère avant la naissance de son bébé, quels sont les facteurs de risque, ne va-t-il pas faire vivre les gens dans l'angoisse ? Employeurs et assurances ne vont-ils pas être tentés d'utiliser à leurs propres fins ces nouvelles connaissances ?
Nous sommes tous des gens à risques. Il vaut mieux les connaître pour les éviter. La médecine prédictive s'adresse à des bien-portants et leur enseigne comment éviter la maladie. C'est évidemment positif. Aucun de nous n'a le même patrimoine. En dehors des jumeaux vrais, chacun diffère. Il n'y a pas de bons ni de mauvais génomes, tout dépend des situations que l'on doit affronter. Un sujet porteur d'oncogènes (2) bronchiques est "candidat" à un cancer du poumon mais peut se révéler particulièrement résistant au virus de la grippe ou à d'autres maladies infectieuses. Tout être humain a droit à la vérité. Connaissant cette vérité, il peut agir en pleine conscience et en toute liberté.
Chaque fois que la science progresse, il y a des risques. On peut toujours craindre une mauvaise interprétation de la génétique. Il faut éduquer les gens, cesser de les infantiliser. Une loi sur la bioéthique est nécessaire mais elle doit être souple, ne pas mettre de barrières trop étroites, pour ne pas bloquer la science. Aucune loi ne saura remplacer la responsabilité individuelle.

Propos recueillis par
P.J. et C.P.

(1) Scientifique et humaniste, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, Jacques Ruffié vient de publier "La Médecine prédictive", Odile Jacob, 480 p., 160 F.
(2) Gènes, très voisins des virus, qui président à la multiplication cellulaire. Très actifs au début de la vie -d'où la très rapide croissance du nouveau-né-, ils se mettent ensuite pour la plupart en sommeil. Leur réveil par des facteurs extérieurs est à l'origine du développement de certains cancers.

Respectueux de nature.



COMPAGNIE CORPORATE

Chaque année,

nous trouvons naturel

d'investir

pour préserver

l'environnement.

EDF
Electricité
de France

Col. Fondation Jean-Jaurès